

# JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

**ADMINISTRATION. — REDACTION.**  
Toute communication adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, maison Dussan, n° 15.  
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'auteur. — Les lettres non signées ne sont pas lues.  
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 6 cop. et au-dessous.  
**Abonnements pour l'étranger.** adresser les lettres à l'administration du Journal, Maximilianovsky pérouk, 15, joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

**PREMIÈRES ANNONCES A ST-PETERSBOURG**  
ANGLAIS ET AFFICHES . . . . . 10 cop. la ligne.  
RECLAMES . . . . . 25  
FAITS DIVERS . . . . . 75

**S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, ront de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAECHLIN, ci-devant R. Kymmel, libraire à Kiev; R. ULMANN et C<sup>ie</sup>, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; R. F. Boudkiewicz, libraire à Jitomir, et G. BARNIKOW, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausée-d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, Davies et C<sup>ie</sup>, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, Rud. Moser, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGLER.**

**PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.**

	En roubles	En copecks	En timbres
Russie (Saint-Petersbourg)	22	50	10
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	22	50	10
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3	75	8
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3	25	9
Etats-Unis d'Amérique	3	75	10

Prix du numéro: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop. à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

**CONDITIONS D'ABONNEMENT.**  
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> janvier.  
Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> de mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.  
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15.  
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres à l'administration du Journal, Maximilianovsky pérouk, 15, joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 5 février.

L'inauguration du nouvel hôpital évangélique de St-Petersbourg a eu lieu hier, dimanche, à 2 heures, en présence de S. A. I. M<sup>me</sup> la grande-duchesse Catherine Mikhaïlovna et de S. A. G. D. M<sup>re</sup> le duc George de Mecklembourg-Strelitz, accompagnés de leurs augustes enfants, ainsi que d'une assistance nombreuse et distinguée.

La cérémonie s'est ouverte par une allocution de M. le docteur Mayer, fondateur et directeur du nouvel hôpital; puis M. le pasteur de Stackelberg, de Réval, a prononcé un discours de circonstance. Après un rapport de M. le baron Maydell sur la construction, l'installation et la situation économique de l'hôpital évangélique, la cérémonie proprement dite a été close par le chant de l'hymne national.

Les assistants ont visité ensuite en détail le nouvel établissement, qui est très bien aménagé — et spécialement la chapelle, où ils ont admiré de superbes vitraux dus à la munificence de M<sup>re</sup> le duc George de Mecklembourg-Strelitz. (Petersburger Zeitung.)

Le Journal *Grajdanine* signale l'existence d'un projet de loi ayant pour but d'instituer le mariage civil pour les sectes dissidentes russes dont les cérémonies religieuses ne sont point reconnues par la loi. Ce projet porterait que tous les dissidents et sectaires russes désireux de se prévaloir des droits civils et politiques découlant de l'institution du mariage devront constater devant la police leur entrée dans la vie matrimoniale. Ces constatations seraient inscrites dans des registres spéciaux et signées par les parties contractantes, après qu'elles acquiescraient la valeur d'un contrat civil valable pour toute la vie des époux, qui jouiraient, par suite, ainsi que les enfants issus de mariages ainsi constatés, de tous les droits civils et politiques d'époux d'union mariés et d'enfants légitimes. Toutes les personnes qui auront présenté un certificat constatant qu'elles n'ont pas été baptisées dans la foi orthodoxe pourront jouir des bénéfices de la nouvelle loi.

Le *Grajdanine* affirme que le projet de loi en question est déjà soumis à l'examen du conseil de l'Empire.

Le *Petersburgsky Listok* croit savoir de source certaine que le directeur des douanes, M. Katchalov, vient de charger une personne compétente d'écrire une *Histoire de l'administration douanière en Russie*. D'après les documents authentiques déposés aux archives de l'Etat, cette histoire embrassera toute la période écoulée du tsar Alexis Mikhaïlovitch jusqu'à nos jours.

La *Bourse* annonce que la foire d'Irbt a été ouverte le 2 février.  
Une succursale de la Banque de Volga-Kama à Irbt a commencé ses opérations à l'ouverture de la foire.

La *Gazette de la Bourse* annonce l'arrivée à St-Petersbourg d'un paysan du district de Kem (gouvernement d'Arkhangelsk), qui a apporté 500 perles d'un grosier assez considérable, pêchées par lui dans un des petits affluents de la Kem.

Pendant le mois de janvier 1873 il y a eu à St-Petersbourg 48 incendies, dont 30 peu considérables. (Voici.)

Hier 4 février, troisième journée des courses de trotteurs sur la Nèva, les prix suivants ont été courus:

I. Prix de la Société des courses de St-Petersbourg pour les juments nées en 1868; le cheval arrivé premier reçoit un objet d'art de la valeur de 150 roubles en argent; le second un objet d'art de la valeur de 100 roubles. La distance est de 3 versts, la contre-épreuve de 2 versts. *Machistka* (par *Stromy* et *Milota*) à M. Korvin-Kraskovsky, *Aprika* (par *Dobroty* et *Zemina*) au comte Vorontsov-Dachkov et *Krestianka* (par *Mojik* 3 et *Lokata*) à M. Babine — ont pris part à cette course. *Aprika* a reçu le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> prix en franchissant la distance en 5 m. 40 sec.

II. Prix de la Société des courses de St-Petersbourg pour les étalons nés en 1868; le cheval arrivé premier reçoit un objet d'art de la valeur de 150 roubles et 100 r. en argent. Distance 3 versts, contre-épreuve 2 versts. *Vspitchiv*, né dans le haras de l'Etat à Kherson, par *Vainy* et *Néoustouphavita*, appartenant au prince Lvov, a obtenu le 1<sup>er</sup> prix en franchissant la distance de 3 versts en 5 minutes 51 secondes et la contre-épreuve en 4 minutes. *Pavline* (par *Khoziane* et *Zadorina*) au prince Viazemsky, est arrivé second; *Krassik*, à M. Pavlov, *Nadejny*, à M. Wachter, *Ougolek* au prince V. Galitzine — ont également pris part à cette lutte.

III. Prix institué en témoignage de la reconnaissance de la Société de St-Petersbourg à l'aide de camp général baron de Meyendorff, pour juments de tout âge, excepté celles qui ont déjà gagné ce prix. Le cheval arrivé premier reçoit une médaille d'or de la valeur de 150 roubles et 350 roubles en argent; le cheval arrivé second reçoit 100 r. Le propriétaire dans le haras duquel est né le vainqueur reçoit un objet d'art de la valeur de 150 r. Distance et contre-épreuve par 4 versts. *Grosa* (par *Prigogoy* et *Khevalina*) à M. Miller, né dans son propre haras, a obtenu le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> prix. *Grosa* au prince Obolensky, *Soudarka*, à M. Stakovich, et *Castellamare*, au prince S. Golitzine, ont été distancés.

IV. Prix impérial pour les étalons nés en 1867 et plus âgés, et les juments nées en 1868; au cheval arrivé premier une médaille d'or de la valeur de 150 r. et 1,300 r.; le cheval arrivé second reçoit 350 r. Le propriétaire du haras dans lequel est né le cheval arrivé premier reçoit un objet d'art de la valeur de 200 roubles. Distance 5 versts, contre-épreuve 3 versts. *Grosny* (par *Glemy* et *Vorokha*) au prince Obolensky, est arrivé premier en franchissant la distance en 9 m. 18 sec. et la contre-épreuve en 5 m. 57 sec. *Volokita* (par *Volokita* et *Zamoca*) a reçu le second prix. *Pokhvalny*

(par *Vorone* et *Sanka*) à M. Daragané n'a point pris part à la contre-épreuve.  
La prochaine course aura lieu dimanche le 11 février.

L'abondance des matières nous oblige au dernier moment de renvoyer à demain la publication du feuilleton rendant compte du bénéfice de samedi au théâtre Michel.

## NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

La séance du 13 février de l'Assemblée Nationale de France a été consacrée tout entière à la discussion du projet de loi concernant la perception des droits sur les sucres. Dans le cours de la discussion, M. du Temple a demandé au gouvernement des explications sur la question des corporations religieuses en Italie. M. de Rémusat est monté à la tribune, pour déclarer que cette question était l'objet de l'attention du gouvernement, mais qu'il n'était pas convenable de la traiter en débats publics, vu son caractère essentiellement diplomatique. Le ministre des affaires étrangères ayant demandé que l'Assemblée ne mit pas cette question à son ordre du jour et s'étant prononcé pour un ajournement à trois mois, que la Chambre paraissait disposée à accorder, M. du Temple s'est déterminé à retirer son interpellation.

A la même date la Chambre des Communes d'Angleterre a entendu un long exposé, fait par M. Gladstone, du nouveau bill sur la réorganisation de l'université de Dublin. Pour réformer cette institution essentiellement catholique, dont les privilégiés n'ont plus de raison d'être depuis l'émancipation des catholiques en Irlande et la suppression des privilèges accordés jadis à l'Eglise anglicane, le gouvernement propose de l'ouvrir à tous les cultes et de la placer sous la direction d'un conseil supérieur indépendant des anciennes influences religieuses. Avant de procéder à l'exposé des vues du cabinet sur cette question, M. Gladstone a constaté l'accroissement de la prospérité en Irlande et l'amélioration qui s'est produite depuis un an dans son état moral et politique.

Dans la séance du 14 février, M. Ayrton a soulevé la question du maintien d'un représentant de l'Angleterre auprès du Saint-Siège, et l'a qualifié d'offensant pour le roi Victor-Emmanuel et pour la nation italienne. M. Newdegate a déclaré que ce maintien était une anomalie incompatible avec les sentiments de l'Angleterre à l'égard de l'Italie. Lord Enfield a répondu que le poste diplomatique auprès du Vatican était nécessaire pour informer le gouvernement des relations du Saint-Siège avec les puissances étrangères. La motion Ayrton, portant suppression du poste diplomatique près la curie romaine, a été repoussée par 116 voix contre 63.

Outre une analyse télégraphique de l'exposé du premier ministre sur l'université de Dublin, que nous reproduisons sous la rubrique *Grande-Bretagne*, on y trouvera encore les pièces diplomatiques communiquées au Parlement et se rapportant à la question de l'Asie centrale.

Sous la rubrique *Espagne*, nous nous attachons à grouper les nouvelles — confuses et contradictoires — que nous apporte la presse occidentale. La confusion et la contradiction caractérisent depuis trop longtemps les informations d'au-delà des Pyrénées pour qu'elle ne soient pas empreintes de ce caractère à l'heure où est la presse française, par le canal de laquelle doivent nous arriver la majeure partie des renseignements, y mêle malheureusement ses propres passions de parti. Pour chaque journal français, le «siège est fait» en ce qui concerne l'Espagne et les informations se présentent sous la couleur républicaine, carliste, alphonsiste ou montpensieriste, selon que le journal appartient à l'un ou à l'autre de ces partis.

Le gouvernement portugais a cru devoir prendre quelques mesures de prudence, indiquées par le voisinage d'un grand pays en ébullition. On signale la demande présentée aux Chambres d'autoriser un accroissement de 9,000 hommes sur l'effectif de l'armée. La dépêche qui mentionne ce fait porte l'opposition le projet de la refuser. Il est bon en conséquence de constater que dans la séance du 14 février de la Chambre des Députés, M. Silva, député de l'opposition, a déclaré qu'en présence des événements d'Espagne tous devaient se grouper autour du pouvoir existant, n'être rien que Portugais et imposer silence aux animosités de parti. Le président du conseil a répondu que les événements d'Espagne n'impliquaient aucun danger pour l'indépendance et la tranquillité du Portugal, et a remercié M. Silva pour ses assurances patriotiques. La Chambre des Pairs avait exprimé des sentiments analogues à l'égard du roi et du ministère. On peut donc s'attendre à ce que la demande du gouvernement recevra un accueil favorable.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Lisbonne, samedi 15 février, au soir.  
Le gouvernement portugais a présenté un projet d'urgence appelant sous les armes environ 9,000 hommes de troupes de la réserve.

Le *Diario popular* dit que dans une réunion de députés tenue hier au soir, l'opposition a déclaré qu'elle n'avait pas confiance dans le gouvernement.

*Autre dépêche.*

Madrid, dimanche 16 février.  
Le général Pavia est nommé par décret général en chef de l'armée du Nord, et le général Moriones est appelé à Madrid, où il est chargé de nouveau de la direction de la cavalerie.

Le ministre des colonies a lu aux Cortes un télégramme d'adhésion des autorités de Cuba.

*Autre dépêche.*

Bruxelles, dimanche 16 février, au soir.  
L'Indépendance belge dément la nouvelle que le comte et la comtesse de Flandre seraient allés à Rome.

**Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.**

## Allemagne.

Le *Reichsanzeiger* publie un décret impérial en date du 11 février prohibant l'importation de plants de vigne dans les limites du Zollverein (pour prévenir l'invasion de la *Phylloxera vastatrix*). Le chancelier de l'empire est autorisé à accorder des exceptions à cette mesure, et invité à exercer le contrôle nécessaire dans des cas de ce genre.

Prusse. — Voici la teneur complète du message royal concernant l'institution d'une commission d'enquête sur les concessions de chemins de fer, lu dans la séance du 14 février de la Chambre des Députés:

« Nous Guillaume, etc.  
« Les principes administratifs appliqués dans les concessions de chemins de fer et les inconvénients qui en ont résulté ayant été attaqués dans de récentes délibérations parlementaires, nous avons résolu d'instituer une commission d'enquête spéciale, aux fins d'éclaircir les points suivants, savoir:

« 1<sup>o</sup> Si et à quel degré les lois sur la matière et les errements administratifs en vigueur sont propres à sauvegarder le but même qu'on se propose en accordant des concessions de chemins de fer et à protéger le public contre toute déception et tout préjudice;  
« 2<sup>o</sup> Quels changements sont nécessaires dans la législation et dans la pratique administrative pour parer aux abus possibles aux inconvénients et aux abus existants.

« C'est notre volonté que la constatation des faits s'opère avec le plus grand soin et que l'appréciation des circonstances et des personnes soit sérieuse et impartiale. La commission spéciale, présidée par M. Günther, directeur de l'Institut de commerce maritime, sera composée de deux fonctionnaires judiciaires et de deux fonctionnaires administratifs à nommer par nous, et nous invitons les deux Chambres de la Diète du nord monarchie à élire aussi de leur côté chacune deux membres, pour prendre part aux travaux de la commission, qui sera constituée sans délai.

« Nous nous réservons de communiquer en son temps à la représentation nationale les rapports de la commission.

Donné à Berlin le 14 février 1873.

Signé: GUILLAUME.

Le message royal est contresigné par tous les ministres, dans l'ordre suivant: Roon (présidence et guerre), Bismarck (extérieur), Itzenplitz (commerce et travaux publics), Camphausen (finances), Falk (cultes et instruction publique), Eulenbourg (intérieur), Leonhard (justice), Kambeck (*ad latus* du ministre de la guerre) et Königsmarck (agriculture).

La *National-Zeitung* dit à ce sujet: « Si la commission instituée en vertu du message royal prend sa tâche au sérieux, elle atteindra en général ce qui était le but des motions Lasker; sous quelques rapports son action sera peut-être plus restreinte que celle d'une commission purement parlementaire, mais à d'autres égards elle fonctionnera peut-être avec plus de succès que celle-ci. »

La *Sperische Zeitung* s'exprime comme suit: « Le message concorde en tous points avec le but des motions Lasker. Il n'est pas un contrepoint opposé à ces motions, mais une preuve, digne du meilleur accueil, d'une coopération émue du gouvernement et du Parlement. »

Le télégraphe nous a déjà annoncé que la Chambre des Députés a élu samedi ses deux délégués à la commission et que M. Lasker a retiré ses motions.

La Chambre des Seigneurs reprendra ses séances demain, 18 février. Il est probable que la première question à son ordre du jour sera celle de l'élection de deux délégués à la commission d'enquête sur les concessions de chemin de fer.

Le Chambard des Députés étant saisi d'un projet de loi sur la suppression des droits de prime médiatique du duc d'Arenberg dans son duché d'Arenberg-Meppen (Hanovre), son correspondant de l'*Augsburger Zeitung* écrit savoir que le duc a l'intention de protester auprès des autorités impériales. Le duc d'Aren-

berg aurait déjà adressé à ce sujet au conseil fédéral un mémoire dans lequel il revendique ses privilèges « garantis par le droit des gens », et invite le conseil fédéral à provoquer le retrait du projet de loi émanant du gouvernement prussien, et à instituer une commission impériale pour amener un arrangement à l'amiable entre le duc et le gouvernement prussien.

On se souvient du « procès Bismarck contre Bismarck »: il vient d'être gagné (le 12 février) par le duc de Lauenbourg, auquel la cour de cassation a donné raison contre la cour de Prusse. Le litige étant réglé définitivement, nous rappellerons brièvement de quoi il s'agissait.

En vertu du traité de Vienne, le Danemark céda le Schleswig-Holstein et le Lauenbourg à l'Autriche et à la Prusse, et ces deux Etats prirent à leur charge une part de la dette danoise proportionnée à la population des territoires cédés. Lorsque le duc de Lauenbourg passa à la Prusse, le gouvernement de Berlin passa sa part de la dette, mais la Chambre des Députés ne voulut pas donner décharge de ce chef au gouvernement, par la raison que le duc n'était pas incorporé dans la monarchie prussienne. En conséquence, la dette retomba sur le fief lauenbourgeois, qui refusa de la reconnaître. Or, comme le chancelier de l'empire était en même temps à la tête de l'administration de la Prusse et de celle du Lauenbourg, on donna au procès qui s'ensuivit le nom de « procès Bismarck contre Bismarck. »

Condamné dans les premières instances, le Lauenbourg porta la cause devant la cour de cassation et finit par gagner le procès. La cour a fondé sa sentence sur ce que le duc de Lauenbourg a été de tout temps un pays allemand indépendant; n'a jamais appartenu à la monarchie danoise et ne peut par conséquent pas être solidaire de la dette publique du Danemark.

M. Majunke, rédacteur en chef de la *Germania*, a comparu le 14 février devant le tribunal de Berlin, pour avoir reproché, malgré la défense des autorités compétentes, le passage de l'allocution pontificale du 25 décembre relatif à la propagation de fausses nouvelles et d'offense envers Sa Majesté.

Le tribunal a acquitté le rédacteur de la *Germania* et a statué que les numéros confisqués de son journal lui seront rendus.

L'avant-veille, le rédacteur du *Fuldaer Anzeiger*, poursuivi pour le même motif, avait aussi été acquitté.

## Autriche-Hongrie.

S. A. R. le prince Adalbert de Prusse a fait une visite au comte Andrassy le 13 février.

On lit dans la *Correspondance générale* du 14 février: « Les négociations du comte Goluchowski, gouverneur de la Galicie, avec les délégués polonais, sont, paraît-il, déjà terminées. Le club polonais a dû prendre hier une décision définitive. On sait que la majorité des députés est disposée à ratifier les arrangements pris avec le comte Goluchowski. Il n'y aurait qu'une dizaine de députés qui y feraient opposition et auraient l'intention, dit-on, de déposer leurs mandats dans le cas où le club se déclarerait contre eux. »

M. Foti, ministre de l'intérieur de Hongrie, qui est souffrant depuis plusieurs mois, a communiqué au président du conseil son intention de résigner des fonctions dès qu'on lui aura trouvé un successeur.

Une dépêche de Vienne, 13 février, dément la nouvelle que le prince Alphonse ait quitté Vienne pour se rendre à Paris. Du moins le prince des Asturies se trouvait encore à cette date dans la capitale de l'Autriche.

## France.

On lit dans le *Journal officiel*: « Un paiement de 200 millions, deuxième acompte sur le quatrième milliard de l'indemnité de guerre, a été fait au gouvernement allemand les 6, 7 et 8 de ce mois.

« Ce paiement porte le montant total des acomptes versés sur le quatrième milliard à la somme de 350 millions. »

Voici, comme complément à cette note, une dépêche que le *Times* a reçue de son correspondant de Paris:

« Il se confirme que le gouvernement français a, depuis le commencement du mois, entamé des négociations avec le gouvernement allemand, en vue de hâter l'évacuation du territoire. Ces négociations se continuent dans des termes de mutuel bon vouloir. »

Le *Times* publie la dépêche suivante:

« On a l'assurance que le rapport de M. de Broglie sera rédigé dans des termes de grande modération, et que, dans ce document, le duc, comme l'organe de la majorité de la commission, fera tout son possible pour éviter de provoquer une grande discussion à l'Assemblée. Les discussions relatives au nouveau traité de commerce avec l'Angleterre ne commenceront pas, il est certain, avant les débats sur le rapport que soumettra le duc de Broglie. »

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants à la date du 13 février: Augmentation: circulation des billets, 2 millions 330,000 fr.; Diminution: Encaisse, 1,500,000 fr.; sur le portefeuille, 35,130,000 fr.; avances sur les lingots, 500,000 fr.; sur les comptes particuliers, 31,750,000 fr.; sur le compte du trésor, 16,130,000 fr.

NECROLOGIE. — M. Brandus, éditeur de musique, ami et éditeur de Meyerbeer, vient de mourir à la suite d'une pleurésie qui l'a tué en quarante-huit heures.

## Grande-Bretagne.

CHAMBRE DES LORDS.

Séance du 11 février.

LE COMTE GRANVILLE, répondant à lord Lauderdale (au sujet de la question de San-Juan), dit que, depuis la publication de la sentence arbitrale rendue par l'empereur d'Allemagne, le gouvernement de la reine s'est efforcé d'adopter des mesures pour sa prompte mise à exécution. L'arpentage ayant été déjà pratiqué par les soins de l'ancienne commission des frontières, l'hydrographe de l'Amirauté a reçu l'ordre de préparer une carte indiquant la ligne frontière en vertu de la sentence. Ce travail s'est trouvé être tout à fait identique avec la carte préparée par les Etats-Unis, et de nouvelles instructions ont été envoyées dans le but d'arriver à une décision touchant la ligne exacte.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 12 février.

M. SELWYN IRETON présente une pétition de miss Wolstenholme et de plusieurs autres dames contre le bill qui légitime le mariage avec la sœur de l'épouse décédée, jusqu'à ce que les dames aient été investies du droit électoral et qu'elles puissent exprimer leur opinion à ce sujet.

SIR T. CHAMBERS, qui a déjà présenté seize pétitions en faveur de la mesure, demande la seconde lecture du bill. Déjà 66 votes à divers reprises ont eu lieu en Parlement sur cette question, et 63 ont été favorables.

La motion et les observations qui l'ont suivie sont combattues par M. B. HOPE. Ce dernier propose, à titre d'amendement, le renvoi de la deuxième lecture à six mois, ce qui équivaut à un rejet de la mesure.

La Chambre va aux voix.

Pour la deuxième lecture 126 voix.

Contre 87.

Majorité 39.

L'opposition applaudit. Le bill est lu une seconde fois.

La Chambre s'ajourne.

Séance du 13 février.

M. EASTWICK annonce qu'il demandera demain la communication des documents relatifs aux négociations qui ont eu lieu entre lord Clarendon et le prince Gortchacov, relativement à une zone intermédiaire entre les possessions des deux puissances en Asie.

M. GLADSTONE, répondant à M. Jenkinson, dit qu'il n'a pas l'intention de garantir la construction d'un chemin de fer dans la vallée de l'Euphrate.

LORD ENFIELD promet à M. Cochrane de communiquer les documents sur la réforme judiciaire en Egypte et sur le canal de Suez, aussitôt que les négociations seront terminées.

M. GLADSTONE, répondant à M. Smith, dit que le Parlement a le pouvoir d'imposer un droit d'exportation sur les charbons qui ne sont pas à destination des pays avec lesquels il y a des traités qui le défendent. Le traité avec la France expiré le mois prochain, mais le traité du Zollverein existant, la France, ainsi que l'Autriche, en profite.

M. FORTESCUE informe M. Bentinck qu'il a l'intention d'adopter une méthode tendante à améliorer les signaux en cas de danger pour les vaisseaux. Il croit que les autres nations y adhéreront.

M. GLADSTONE, parlant au sujet de l'éducation supérieure en Irlande, constate la prospérité croissante de l'Irlande. Les crimes et les offenses contre les propriétés agraires diminuent et pendant l'année 1872 aucun cas de haute trahison ne s'est présenté. (Applaudissements.)

M. Gladstone développe ensuite les divers projets qui ont déjà été proposés pour améliorer l'éducation en Irlande, un projet basé sur les différences religieuses est inadmissible, parce qu'il est contraire aux déclarations faites toujours par le gouvernement actuel.

M. Gladstone démontre par une statistique que les Irlandais catholiques ont de vrais griefs au sujet de l'éducation.

Le nombre des étudiants diminue annuellement.

Il propose d'amalgamer l'université royale avec l'université de Dublin, laquelle, élargie et réformée, deviendra une grande université avec un conseil supérieur et émançant du contrôle de Trinity college.

Le bill est marqué de trois dates: le 1<sup>er</sup> janvier 1875, époque où la plupart des directeurs agrégés du collège de Trinity seront transférés au nouveau conseil supérieur.

La seconde date est 1885; elle sera la période de transition. La troisième période verra s'accomplir le développement de l'université de Dublin. Le collège de Trinity aura à sacrifier à l'université le quart de ses revenus; il lui restera toujours une rente de 63,000 liv. st. Les autres fonds de l'université viendront de propriétés ecclésiastiques en Irlande.

Plusieurs collèges existants seront incorporés à l'université. Le conseil supérieur sera composé de vingt-huit membres sans distinction de religion.

M. Gladstone conclut en faisant un appel solennel à une discussion impartiale afin de relever en Irlande l'université pour qu'elle puisse rivaliser avec les traditions glorieuses de son histoire passée.

Le bill a été lu pour la première fois. La seconde lecture aura lieu lundi en quinze.

Le *Times* publie la dépêche suivante: « Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants à la date du 13 février: Augmentation: circulation des billets, 2 millions 330,000 fr.; Diminution: Encaisse, 1,500,000 fr.; sur le portefeuille, 35,130,000 fr.; avances sur les lingots, 500,000 fr.; sur les comptes particuliers, 31,750,000 fr.; sur le compte du trésor, 16,130,000 fr.

NECROLOGIE. — M. Brandus, éditeur de musique, ami et éditeur de Meyerbeer, vient de mourir à la suite d'une pleurésie qui l'a tué en quarante-huit heures.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas encore reçu du cabinet de St-Petersbourg communication du rapport que le général Kaufmann a été chargé depuis longtemps d'élaborer relativement aux contrées au sud de l'Oxus, que le souverain de l'Afghanistan réclame comme ses possessions héréditaires.

Le gouvernement de Sa Majesté attendait cette communication dans la pleine confiance que l'enquête impartiale faite par cet officier

distingué confirmerait ses propres vues à cet égard et mettrait les deux gouvernements à même d'arriver à une décision prompte et définitive sur la question qui a été si longtemps en discussion entre eux.

Mais cette communication ne lui étant point encore parvenue et le gouvernement la considérant comme importante, aussi bien pour maintenir la paix et la tranquillité dans l'Asie centrale que pour écarter toute cause de malentendu entre le gouvernement impérial et celui de



Il restait à constater cet état de possession avec l'exactitude désirable.

A cet effet il était nécessaire d'avoir des données locales positives qui manquaient aux deux gouvernements à l'égard de ces contrées lointaines et imparfaitement connues.

Il fut convenu que le gouverneur général du Turkestan serait chargé de profiter de sa résidence à proximité et de ses relations avec les khandes voisins, pour faire recueillir tous les renseignements qui pouvaient éclaircir la question et permettre aux deux gouvernements de se former une opinion pratique en pleine connaissance de cause.

Tel est, M. le comte, ainsi que Votre Excellence s'en souviendra, le point où en étaient arrivés nos pourparlers avec le cabinet anglais.

Conformément à ces décisions M. l'aide de camp général de Kauffmann avait pris les mesures possibles pour procéder à cette investigation préalable. Mais la difficulté des distances, l'extrême complication des points à élucider, le manque de sources authentiques et l'impossibilité d'une enquête directe, ne lui ont pas permis de remplir cette tâche avec la promptitude que nous aurions désirée non moins que le gouvernement de Sa Majesté Britannique. De là les retards que signale la dépêche de lord Granville.

Toutefois nous avons déjà fait observer que ces retards provenaient de l'attention sérieuse donnée par le cabinet impérial à cette affaire. Il est facile de se borner à des notions recueillies à la légère et qui plus tard seraient devenues la source de malentendus. Nous avons préféré étudier consciencieusement la question, puis, il s'agissait de donner une base solide et durable à l'organisation politique de l'Asie centrale et aux bonnes et amicales relations que, sur cette base, les deux gouvernements avaient en vue d'établir entre eux pour le présent et pour l'avenir.

Au commencement du mois d'octobre dernier, le ministère impérial avait été dans le cas d'annoncer à lord A. Loftus et à Votre Excellence que le conseiller d'Etat actuel Scrive, chargé de ces investigations, venait enfin d'arriver à St-Petersbourg, et qu'ensuite il avait les matériaux rassemblés par lui auraient été débattus, le résultat en serait communiqué au cabinet de Londres.

C'est pendant que ce travail se poursuivait que nous avons reçu communication de la dépêche de lord Granville qui nous a fait connaître l'opinion à laquelle le gouvernement de Sa Majesté Britannique a cru devoir s'arrêter sur les points en discussion.

Le cabinet impérial se maintenant dans l'esprit de l'accord établi en principe entre les deux gouvernements, ne se croit pas moins en devoir de transmettre au gouvernement de Sa Majesté Britannique les renseignements recueillis sur les lieux par ordre de M. le gouverneur général du Turkestan, et d'exposer en toute franchise les conclusions qui lui paraissent déduire.

Les uns et les autres sont consignés dans l'office ci-joint en copie que M. l'aide de camp général de Kauffmann vient de m'adresser et dans le mémoire qui y sert d'annexe.

Je vais les résumer :

La question qu'il s'agit de résoudre avait deux aspects.

1. Constater l'état de possession effectif actuel, autant qu'il est possible de l'établir dans ces contrées.

2. Rechercher, en se basant sur ce *status quo*, la meilleure délimitation à tracer, afin de répondre au but des pourparlers actuels : c'est-à-dire, d'établir la mesure du possible les causes de conflits et d'empêchements mutuels entre les khandes voisins, et par conséquent, de garantir entre eux, autant que faire se peut, l'état de paix qui, de part et d'autre, les deux gouvernements devraient désormais s'attacher à faire respecter par tous les moyens d'influence dont ils disposent.

Dans ces deux ordres d'idées, il résulte de l'étude qui a été faite :

1. Qu'au nord, l'Amou-Daria constitue en effet la frontière normale de l'Afghanistan à partir de son confluent avec la Konkhta, jusqu'au point de Khodja-Saleh.

Sous ce rapport nos données sont d'accord avec l'opinion du gouvernement de Sa Majesté Britannique, et la frontière dont il s'agit semble d'autant plus rationnelle qu'elle n'offre pas matière à contestations de la part des riverains de l'Amou-Daria.

2. Au nord-est, les données de fait que nous avons recueillies assignent le confluent de cette rivière avec la Konkhta comme la limite des territoires sur lesquels Shir-Ali-Khan exerce une souveraineté effective incontestable. Au-delà de cette limite, et notamment à l'égard du Badakhan et du Wakhan, il a été impossible de saisir les traces d'une semblable souveraineté, l'ensemble des informations présente au contraire de nombreux indices qui doivent faire envisager ces contrées comme indépendantes. Dans la communication du gouvernement de Sa Majesté Britannique qui nous a été faite au mois de novembre dernier, on voit que d'après le témoignage d'un major Montgomery, l'émir de Caboul a une autorité considérable dans le Badakhan, et que les Afghans ont aidé Mahmoud-Shah à renverser le mir ou chef de ce pays, Jehanar-Shah ; mais ces faits eux-mêmes semblent indiquer l'indépendance réelle du Badakhan plutôt que sa sujétion effective à l'émir de Caboul. Les informations recueillies par M. Struve et consignées dans son mémoire confirment cette conclusion. Elles mentionnent, il est vrai, des interventions de l'émir afghan dans les querelles intérieures du Badakhan et des tentatives pour faire payer son assistance par une espèce de tribut ; mais on ne rencontre point les signes qui, en Asie, accompagnent l'exercice de la souveraineté, c'est-à-dire la présence dans le pays d'officiers afghans, et d'employés pour collecter l'impôt, et ont été considérés par leurs voisins, comme des chefs indépendants.

Il résulte de là qu'on peut tout au plus admettre que l'émir de Caboul a cherché à diverses reprises à faire entrer le Badakhan sous sa domination, qu'il a exercé plusieurs fois dans les affaires de ce pays, à la faveur de discordes intestines, une ingérence basée sur le voisinage et la supériorité de ses forces, mais qu'il est impossible d'en déduire l'existence d'une autorité souveraine effective et incontestable.

Quant au Wakhan, ce pays paraît être resté jusqu'à présent encore libre en dehors de toute action directe des chefs de l'Afghanistan.

3. Il reste à examiner si, dans cet état de choses, et vu le but que nous poursuivons en commun, c'est-à-dire l'établissement dans ces contrées d'une paix solide sous la garantie des deux gouvernements, il convient de reconnaître à l'émir de Caboul les droits qu'il revendique sur le Badakhan et le Wakhan, et de faire entrer ces deux pays dans la délimitation territoriale de l'Afghanistan.

Tel n'est pas l'avis de M. l'aide de camp général de Kauffmann, et le cabinet impérial arrive aux mêmes conclusions.

Dans l'état actuel des choses il n'existe pas de conflits entre le Badakhan et ses voisins. Le Badakhan n'a aucune prétention sur ce pays. Les deux États sont d'ailleurs trop faibles, trop absorbés par leurs propres affaires, pour se chercher querelle. L'Angleterre et la Russie

n'auraient donc à s'employer que pour maintenir cet état de paix aussi bien entre les khandes qu'entre l'Afghanistan et le Badakhan, et cette tâche ne semblerait pas au-dessus de leurs moyens. Il en serait tout autrement le jour où l'émir de Caboul étendrait son autorité sur le Badakhan et le Wakhan. Il se trouverait en contact immédiat avec le Kachgar, le Kokand et le Boukhara, dont il est séparé aujourd'hui par ces deux pays. Il serait alors bien plus difficile d'éviter des conflits provenant soit de son ambition et du sentiment de sa force, soit de la jalousie de ses voisins.

Ce serait fonder sur une base bien précaire la paix qu'il s'agit d'établir dans ces contrées, et compromettre la garantie que les deux gouvernements seraient appelés à y donner.

Cette combinaison nous semblerait, par conséquent, aller directement contre le but qu'ils poursuivent en commun.

Il nous paraît donc beaucoup plus conforme à ce but de laisser subsister l'état actuel des choses. Le Badakhan et le Wakhan formeraient ainsi une barrière interposée entre les États du Nord et ceux du Sud de l'Asie centrale, et cette barrière, fortifiée par l'action combinée que l'Angleterre et la Russie sont en mesure d'exercer sur ceux de ces États accessibles à leur influence, empêcherait efficacement tout contact dangereux et assurerait à notre avis, dans la mesure du possible, la paix de ces contrées.

4. Quant aux limites à reconnaître à l'Afghanistan du côté du nord-ouest, à partir de Khodja-Saleh, nos informations signalent également des doutes sur les faits de la possession effective par l'émir de Caboul des villes d'Akchik, Serkhat, Meimane, Chibrgan et Ankhik, qui ont été faites entrer, dans les limites reconnues de l'Afghanistan.

Toutefois, ces pays étant séparés du Badakhan par des déserts, leur annexion au territoire afghan n'établirait pas les contacts dangereux que nous avons signalés du côté nord-est. Elle ne présenterait, par conséquent, pas les mêmes inconvénients.

Si le gouvernement de Sa Majesté Britannique persiste dans son opinion quant à l'opportunité de comprendre ces localités dans les limites du territoire afghan, nous n'insisterons pas sur le principe posé ; c'est-à-dire de ne reconnaître comme faisant partie de l'Afghanistan que les territoires ayant été sous la domination de Dost-Mohammed-Khan et se trouvant aujourd'hui sous l'autorité effective de Shir-Ali-Khan.

Par référence pour le gouvernement de Sa Majesté Britannique, le cabinet impérial serait disposé à adhérer pour cette partie des frontières au tracé indiqué dans la dépêche de lord Granville.

Tel est, monsieur le comte, le résumé des conclusions que nous croyons pouvoir tirer des données que nous possédons.

Veillez les placer sous les yeux de M. le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique.

En les communiquant à Son Excellence, notre intention n'est pas seulement de dégager notre promesse. Nous croyons répondre à la pensée qui a présidé dès le début à l'échange amical d'idées établi entre les deux gouvernements en cherchant à résoudre de la manière la plus rationnelle une question qui les intéresse également.

Recevez, etc. (Signé) ANNEKE H. (Traduit du russe.)

Le général Kauffmann au prince Gortchakow. (Traduit du russe.)

St-Petersbourg, le 25 novembre 1873.

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint à Votre Altesse un mémoire sur la question de la frontière septentrionale de l'Afghanistan. Ce mémoire a été élaboré sur la base des quelques données et matériaux que j'ai réussi à réunir, dans le courant des deux dernières années, au sujet de la situation des affaires sur la frontière de l'Afghanistan et du Badakhan, et sur les États indépendants du cours supérieur de l'Amou-Daria.

Ces données, je l'espère, sont loin d'être complètes, mais elles ne sont pas non plus dénuées d'intérêt. L'investigation ou l'observation personnelle, exercée sur les lieux mêmes, est en Asie centrale un moyen d'obtenir des éclaircissements sur une question quelconque, soit de politique, soit de géographie. Je n'ai pas, jusqu'ici, eu recours à ce moyen. L'envoi d'un employé russe dans ces contrées, fût-ce même sous prétexte d'une mission scientifique, aurait pu jeter l'alarme dans l'Afghanistan et aurait éveillé des soupçons et des appréhensions de la part du gouvernement des Indes. J'ai dû éviter tout ce qui aurait pu nuire, en quoi que ce fût, à l'état satisfaisant de nos relations établies à la suite de l'échange d'idées amical, et surtout qui a eu lieu entre le gouvernement impérial et celui de Sa Majesté Britannique.

J'ai déjà eu l'honneur de communiquer à Votre Altesse mon opinion sur une des causes de la fermentation des esprits dans les khandes de l'Asie centrale limotrophes et voisins de la Russie. C'est que tous nos voisins, et particulièrement les Afghans, sont pénétrés de la conviction, qu'entre la Russie, et l'Angleterre, il y a une inimitié qui, tôt ou tard, nous amènera à une rencontre avec les Anglais en Asie centrale.

En me conformant aux intentions et aux vœux du ministère des affaires étrangères je me suis attaché à faire disparaître ce spectre d'un conflit, soi-disant imminent, des deux grandes puissances. Dans mes relations avec le Kokand et le Boukhara, et surtout dans mes lettres à Shir-Ali-Khan, j'ai toujours parlé de la conformité de vues et de l'amitié qui existe entre nous et l'Angleterre, et je me suis attaché à démontrer que ces deux puissances, la Russie comme l'Angleterre, sont également soucieuses de la tranquillité des contrées et des populations qui se trouvent dans le rayon de leur influence et de leur protection. Voilà la raison qui, jusqu'ici, m'a déterminé à ne pas envoyer sur les lieux des employés dans le but d'obtenir des éclaircissements sur les questions qui, méritaient posées par le ministère impérial.

Cette situation est tout aussi avantageuse pour nous que pour l'Angleterre. Avant elle peut changer du moment où l'on garantirait à Shir-Ali-Khan ses possessions dans les limites proposées actuellement par lord Granville dans sa dépêche à lord A. Loftus, en date du 5 (17) octobre dernier. Une pareille garantie lui donnerait un prestige considérable, et il tâcherait immédiatement de s'emparer de facto des territoires qui lui auraient été ainsi concédés. Avant tout, son attention se tournerait du côté du Badakhan et du Wakhan, butin le plus facile et le plus abordable. Par l'acquisition de ces deux territoires il prolongerait sa ligne de contact avec le Boukhara, et il se trouverait coté à coté avec le Karakoum, d'où le Kokand est à portée de main. Enfin, il toucherait, sur ses confins nord-est, aux possessions de Yakoub-Bek. Voilà un chemin qui mène tout droit à une collision avec la Russie.

Si le gouvernement britannique est en effet animé du même désir que nous de maintenir la paix et la tranquillité intérieure dans les khandes qui nous séparent des possessions anglaises dans l'Inde, si les Anglais veulent ajouter foi à nos sincères protestations que nous ne songeons même pas à entreprendre quoi que ce soit d'hostile contre leurs posses-

sions de l'Inde, le simple bon sens devra leur suggérer la nécessité de reconnaître l'indépendance du Badakhan et du Wakhan, tant par rapport à l'émir de Caboul que par rapport à celui du Boukhara.

J'ai, etc.

ANNEKE H. Memorandum. (Traduit du russe.)

Dans le sens rigoureux du mot, les possessions de l'émir Shir-Ali-Khan ne s'étendent à l'est que jusqu'au méridien du point de jonction de la rivière Konkhta avec l'Amou-Daria. Cette ligne sépare le Badakhan et le Wakhan de la province de Kunduz, qui fait incontestablement partie des domaines de Shir-Ali-Khan. Elle a été annexée à l'Afghanistan il y a une vingtaine d'années par le fils de Dost-Mohammed, Mohammed-Afzal-Khan, qui était à cette époque gouverneur de Balkh. Afzal-Khan, comme nous l'apprend une communication anglaise, a fait une tentative infructueuse de s'emparer de Badakhan, qui a eu cependant pour conséquence que le mir de Badakhan, pour assurer la sécurité de son domaine, s'est engagé à payer à Dost-Mohammed-Khan une contribution annuelle de deux roupies par feu et à lui livrer les gisements de rubis et de lapis-lazuli situés dans ses États. Cependant, cet engagement ne fut point rempli ; la mort de Dost-Mohammed suggéra aux chefs du Badakhan, par désir de se soumettre au Caboul, l'idée de réclamer la protection de Boukhara. L'émir Seid-Monzaifar déclina cependant toute immixtion dans les affaires du Badakhan, non point qu'il considérât ce pays comme une dépendance de l'Afghanistan, mais par la raison qu'à cette époque il suivait avec anxiété les progrès de nos armées dans l'Asie centrale et se préparait à marcher contre le Kokand.

Djandhar-Shah, qui gouvernait à cette époque le Badakhan, était un souverain complètement indépendant et tous ses voisins le reconnaissaient comme tel. Il s'était mis en rapports d'amitié avec Mohammed-Afzal-Khan et avec Abdourahman-Khan son fils, et ne leur payait aucune redevance. Lorsque Shir-Ali-Khan, victorieux d'Abdourahman-Khan, occupa Badakhan et Balkh et se fut rendu maître de tout l'Afghanistan, il envoya une ambassade à Djandhar-Shah, en l'invitant à confirmer les engagements qu'il avait contractés antérieurement. Djandhar-Shah répondit par un refus. Alors Mahmoud-Shah, son neveu, secondé par les troupes afghanes, renversa son oncle, se constitua maître de Faizabad, ville principale du Badakhan, tandis que son frère cadet, Mirza-Shah, s'empara de Tchahab, chef-lieu de la province de Roustak. Aujourd'hui les deux frères paient à Shir-Ali-Khan, comme par reconnaissance de la coopération qu'il leur avait accordée, une contribution annuelle de 15,000 roupies (90,000 roubles). Toutefois, à l'exception d'un très petit nombre d'aventuriers afghans, on ne rencontre dans le Badakhan ni employés ni troupes de l'émir de Caboul, et le peuple lui-même déteste les Afghans.

Ces notions, fournies par Abdourahman-Khan et recueillies en partie de la bouche des envoyés du sardar de Balkh qui vinrent à Tachkend, se trouvent confirmées par le récit d'Alif-Bek, ex-gouverneur de Sarikou (province du Kachgar, limotrophe du Wakhan), qui se présente à Tachkend au mois d'août de cette année. Il a ajouté que Djandhar-Shah, le maître légitime du Badakhan, qui s'était réfugié d'abord à Boukhara, était retourné dans la suite, par Samarkand et Kokand, à Chougand.

Un semblable état de choses dans le Badakhan démontre en toute évidence que l'émir Shir-Ali-Khan ne saurait prétendre à la possession du Badakhan, comme à un héritage qui lui aurait été légué par Dost-Mohammed-Khan, et que son autorité ne s'est pas encore établie à Badakhan. Mahmoud-Shah et Mirza-Shah, les maîtres actuels du Badakhan, ne se considèrent point comme vassaux de l'émir de Caboul, et s'ils lui paient une redevance c'est dans l'intérêt de leur propre sécurité et pour se mettre à l'abri des coups de main des brigands de Kunduz. De plus, ils ont encore à redouter leur oncle Djandhar-Shah.

Rien ne porte à croire que la position des affaires à Badakhan puisse changer dans un proche avenir en faveur de Shir-Ali-Khan, et il est certain que l'état actuel des choses dans cette contrée répond, à peu de choses près, aux vœux que nous poursuivons dans l'Asie centrale de commun accord avec l'Angleterre. Rien ne présage non plus la possibilité d'une collision entre l'Afghanistan et le Boukhara du côté du Badakhan. L'émir Seid-Monzaifar n'élève point de prétentions à la possession de ce pays. De même Shir-Ali-Khan, qui maintient à grand-peine un semblant d'autorité à Badakhan, n'est point en mesure aujourd'hui d'exercer une influence quelconque sur les affaires de Kouliah et de Hissar, les villes de Boukhara les plus proches de Badakhan. La reconnaissance officielle par la Russie et par l'Angleterre des droits de Shir-Ali-Khan sur ce pays porterait aussitôt ce souverain à employer tous ses efforts pour se fixer à Faizabad et dans le Roustak, et du moment où il y parviendrait, une collision s'ensuivrait inévitablement entre l'Afghanistan et le Boukhara. Il suffira de citer à l'appui de cette prévision que l'ancien bek de Hissar, qui s'était révolté contre l'émir Seid-Monzaifar, en 1869 et qui en 1870 s'est réfugié dans l'Afghanistan, a déjà fait des tentatives pour rentrer en possession de sa province avec l'aide des Afghans, auxquels il promettait l'entière soumission à l'émir de Caboul de toute la province de Hissar et de Kouliah. Si cette combinaison n'a pas été mise à exécution, il faut l'attribuer à ce que l'autorité de Shir-Ali-Khan était nulle dans le Badakhan, et que l'émir ne disposait dans cet état d'aucun moyen d'agression.

A l'est du Badakhan, dans le bassin supérieur de l'Amou-Daria, se trouve une contrée peu connue, nommée Wakhan. Ce pays, que l'on désigne parfois sous le nom de Daria-Pendj (les cinq fleuves), a cause des cinq principaux confluent dont naissent à l'Amou-Daria, avoisine au nord le Pamir, qui le sépare du Karakoum ; à l'est il confine avec Sarikou, qui fait partie des États de Yakoub-Bek ; au sud il est séparé du Tchitar (pays complètement indépendant du Caboul) par les montagnes de Noug-San, qui sont la prolongation orientale du Hindukouch.

Le Wakhan est administré par un chef spécial, mais la pauvreté des habitants et la stérilité du sol de cette région montagneuse l'ont placé sous la dépendance du Badakhan, dont les bords s'abstiennent, cependant, de se mêler de ses affaires intérieures. Une fois par an le chef du Wakhan fait parvenir aux bords du Badakhan une certaine somme d'argent ; mais il n'existe aucun rapport direct entre ce pays et l'Afghanistan.

Une route reliant Kunduz avec Sarikou, Yarkend et Kachgar traverse le Badakhan et le Wakhan. D'après certains renseignements qui sont en notre possession, cette route est plus longue que la route directe de Peschawar à Yarkend, suivie par M. Shaw.

Quant à l'Amou-Daria, ce fleuve sert de ligne de démarcation entre l'Afghanistan et le Boukhara sur une étendue approximative de 300 verstes, depuis l'embouchure de la Konkhta à l'est, jusqu'au point où les deux rives de fleuve descendent, et notamment jusqu'au passage de Tchoukhar-Kondar, situé vis-à-vis du village boukhara Ghodja-Saleh qui se trouve sur la droite du fleuve.

Enfin, pour ce qui est de la limite nord-est de l'Afghanistan, bien qu'il existe des doutes quant au fait de la possession par l'émir de Caboul des villes d'Akchik, Serkhat, Meimane, Chibrgan et Ankhik, situées à l'est de la ligne de la province de Kunduz, qui fait incontestablement partie des domaines de Shir-Ali-Khan, elle a été annexée à l'Afghanistan il y a une vingtaine d'années par le fils de Dost-Mohammed, Mohammed-Afzal-Khan, qui était à cette époque gouverneur de Balkh. Afzal-Khan, comme nous l'apprend une communication anglaise, a fait une tentative infructueuse de s'emparer de Badakhan, qui a eu cependant pour conséquence que le mir de Badakhan, pour assurer la sécurité de son domaine, s'est engagé à payer à Dost-Mohammed-Khan une contribution annuelle de deux roupies par feu et à lui livrer les gisements de rubis et de lapis-lazuli situés dans ses États. Cependant, cet engagement ne fut point rempli ; la mort de Dost-Mohammed suggéra aux chefs du Badakhan, par désir de se soumettre au Caboul, l'idée de réclamer la protection de Boukhara. L'émir Seid-Monzaifar déclina cependant toute immixtion dans les affaires du Badakhan, non point qu'il considérât ce pays comme une dépendance de l'Afghanistan, mais par la raison qu'à cette époque il suivait avec anxiété les progrès de nos armées dans l'Asie centrale et se préparait à marcher contre le Kokand.

Djandhar-Shah, qui gouvernait à cette époque le Badakhan, était un souverain complètement indépendant et tous ses voisins le reconnaissaient comme tel. Il s'était mis en rapports d'amitié avec Mohammed-Afzal-Khan et avec Abdourahman-Khan son fils, et ne leur payait aucune redevance. Lorsque Shir-Ali-Khan, victorieux d'Abdourahman-Khan, occupa Badakhan et Balkh et se fut rendu maître de tout l'Afghanistan, il envoya une ambassade à Djandhar-Shah, en l'invitant à confirmer les engagements qu'il avait contractés antérieurement. Djandhar-Shah répondit par un refus. Alors Mahmoud-Shah, son neveu, secondé par les troupes afghanes, renversa son oncle, se constitua maître de Faizabad, ville principale du Badakhan, tandis que son frère cadet, Mirza-Shah, s'empara de Tchahab, chef-lieu de la province de Roustak. Aujourd'hui les deux frères paient à Shir-Ali-Khan, comme par reconnaissance de la coopération qu'il leur avait accordée, une contribution annuelle de 15,000 roupies (90,000 roubles). Toutefois, à l'exception d'un très petit nombre d'aventuriers afghans, on ne rencontre dans le Badakhan ni employés ni troupes de l'émir de Caboul, et le peuple lui-même déteste les Afghans.

Ces notions, fournies par Abdourahman-Khan et recueillies en partie de la bouche des envoyés du sardar de Balkh qui vinrent à Tachkend, se trouvent confirmées par le récit d'Alif-Bek, ex-gouverneur de Sarikou (province du Kachgar, limotrophe du Wakhan), qui se présente à Tachkend au mois d'août de cette année. Il a ajouté que Djandhar-Shah, le maître légitime du Badakhan, qui s'était réfugié d'abord à Boukhara, était retourné dans la suite, par Samarkand et Kokand, à Chougand.

Un semblable état de choses dans le Badakhan démontre en toute évidence que l'émir Shir-Ali-Khan ne saurait prétendre à la possession du Badakhan, comme à un héritage qui lui aurait été légué par Dost-Mohammed-Khan, et que son autorité ne s'est pas encore établie à Badakhan. Mahmoud-Shah et Mirza-Shah, les maîtres actuels du Badakhan, ne se considèrent point comme vassaux de l'émir de Caboul, et s'ils lui paient une redevance c'est dans l'intérêt de leur propre sécurité et pour se mettre à l'abri des coups de main des brigands de Kunduz. De plus, ils ont encore à redouter leur oncle Djandhar-Shah.

Rien ne porte à croire que la position des affaires à Badakhan puisse changer dans un proche avenir en faveur de Shir-Ali-Khan, et il est certain que l'état actuel des choses dans cette contrée répond, à peu de choses près, aux vœux que nous poursuivons dans l'Asie centrale de commun accord avec l'Angleterre. Rien ne présage non plus la possibilité d'une collision entre l'Afghanistan et le Boukhara du côté du Badakhan. L'émir Seid-Monzaifar n'élève point de prétentions à la possession de ce pays. De même Shir-Ali-Khan, qui maintient à grand-peine un semblant d'autorité à Badakhan, n'est point en mesure aujourd'hui d'exercer une influence quelconque sur les affaires de Kouliah et de Hissar, les villes de Boukhara les plus proches de Badakhan. La reconnaissance officielle par la Russie et par l'Angleterre des droits de Shir-Ali-Khan sur ce pays porterait aussitôt ce souverain à employer tous ses efforts pour se fixer à Faizabad et dans le Roustak, et du moment où il y parviendrait, une collision s'ensuivrait inévitablement entre l'Afghanistan et le Boukhara. Il suffira de citer à l'appui de cette prévision que l'ancien bek de Hissar, qui s'était révolté contre l'émir Seid-Monzaifar, en 1869 et qui en 1870 s'est réfugié dans l'Afghanistan, a déjà fait des tentatives pour rentrer en possession de sa province avec l'aide des Afghans, auxquels il promettait l'entière soumission à l'émir de Caboul de toute la province de Hissar et de Kouliah. Si cette combinaison n'a pas été mise à exécution, il faut l'attribuer à ce que l'autorité de Shir-Ali-Khan était nulle dans le Badakhan, et que l'émir ne disposait dans cet état d'aucun moyen d'agression.

l'est, jusqu'au point où les deux rives de fleuve descendent, et notamment jusqu'au passage de Tchoukhar-Kondar, situé vis-à-vis du village boukhara Ghodja-Saleh qui se trouve sur la droite du fleuve.

Enfin, pour ce qui est de la limite nord-est de l'Afghanistan, bien qu'il existe des doutes quant au fait de la possession par l'émir de Caboul des villes d'Akchik, Serkhat, Meimane, Chibrgan et Ankhik, situées à l'est de la ligne de la province de Kunduz, qui fait incontestablement partie des domaines de Shir-Ali-Khan, elle a été annexée à l'Afghanistan il y a une vingtaine d'années par le fils de Dost-Mohammed, Mohammed-Afzal-Khan, qui était à cette époque gouverneur de Balkh. Afzal-Khan, comme nous l'apprend une communication anglaise, a fait une tentative infructueuse de s'emparer de Badakhan, qui a eu cependant pour conséquence que le mir de Badakhan, pour assurer la sécurité de son domaine, s'est engagé à payer à Dost-Mohammed-Khan une contribution annuelle de deux roupies par feu et à lui livrer les gisements de rubis et de lapis-lazuli situés dans ses États. Cependant, cet engagement ne fut point rempli ; la mort de Dost-Mohammed suggéra aux chefs du Badakhan, par désir de se soumettre au Caboul, l'idée de réclamer la protection de Boukhara. L'émir Seid-Monzaifar déclina cependant toute immixtion dans les affaires du Badakhan, non point qu'il considérât ce pays comme une dépendance de l'Afghanistan, mais par la raison qu'à cette époque il suivait avec anxiété les progrès de nos armées dans l'Asie centrale et se préparait à marcher contre le Kokand.

Djandhar-Shah, qui gouvernait à cette époque le Badakhan, était un souverain complètement indépendant et tous ses voisins le reconnaissaient comme tel. Il s'était mis en rapports d'amitié avec Mohammed-Afzal-Khan et avec Abdourahman-Khan son fils, et ne leur payait aucune redevance. Lorsque Shir-Ali-Khan, victorieux d'Abdourahman-Khan, occupa Badakhan et Balkh et se fut rendu maître de tout l'Afghanistan, il envoya une ambassade à Djandhar-Shah, en l'invitant à confirmer les engagements qu'il avait contractés antérieurement. Djandhar-Shah répondit par un refus. Alors Mahmoud-Shah, son neveu, secondé par les troupes afghanes, renversa son oncle, se constitua maître de Faizabad, ville principale du Badakhan, tandis que son frère cadet, Mirza-Shah, s'empara de Tchahab, chef-lieu de la province de Roustak. Aujourd'hui les deux frères paient à Shir-Ali-Khan, comme par reconnaissance de la coopération qu'il leur avait accordée, une contribution annuelle de 15,000 roupies (90,000 roubles). Toutefois, à l'exception d'un très petit nombre d'aventuriers afghans, on ne rencontre dans le Badakhan ni employés ni troupes de l'émir de Caboul, et le peuple lui-même déteste les Afghans.

Ces notions, fournies par Abdourahman-Khan et recueillies en partie de la bouche des envoyés du sardar de Balkh qui vinrent à Tachkend, se trouvent confirmées par le récit d'Alif-Bek, ex-gouverneur de Sarikou (province du Kachgar, limotrophe du Wakhan), qui se présente à Tachkend au mois d'août de cette année. Il a ajouté que Djandhar-Shah, le maître légitime du Badakhan, qui s'était réfugié d'abord à Boukhara, était retourné dans la suite, par Samarkand et Kokand, à Chougand.

Un semblable état de choses dans le Badakhan démontre en toute évidence que l'émir Shir-Ali-Khan ne saurait prétendre à la possession du Badakhan, comme à un héritage qui lui aurait été légué par Dost-Mohammed-Khan, et que son autorité ne s'est pas encore établie à Badakhan. Mahmoud-Shah et Mirza-Shah, les maîtres actuels du Badakhan, ne se considèrent point comme vassaux de l'émir de Caboul, et s'ils lui paient une redevance c'est dans l'intérêt de leur propre sécurité et pour se mettre à l'abri des coups de main des brigands de Kunduz. De plus, ils ont encore à redouter leur oncle Djandhar-Shah.

Rien ne porte à croire que la position des affaires à Badakhan puisse changer dans un proche avenir en faveur de Shir-Ali-Khan, et il est certain que l'état actuel des choses dans cette contrée répond, à peu de choses près, aux vœux que nous poursuivons dans l'Asie centrale de commun accord avec l'Angleterre. Rien ne présage non plus la possibilité d'une collision entre l'Afghanistan et le Boukhara du côté du Badakhan. L'émir Seid-Monzaifar n'élève point de prétentions à la possession de ce pays. De même Shir-Ali-Khan, qui maintient à grand-peine un semblant d'autorité à Badakhan, n'est point en mesure aujourd'hui d'exercer une influence quelconque sur les affaires de Kouliah et de Hissar, les villes de Boukhara les plus proches de Badakhan. La reconnaissance officielle par la Russie et par l'Angleterre des droits de Shir-Ali-Khan sur ce pays porterait aussitôt ce souverain à employer tous ses efforts pour se fixer à Faizabad et dans le Roustak, et du moment où il y parviendrait, une collision s'ensuivrait inévitablement entre l'Afghanistan et le Boukhara. Il suffira de citer à l'appui de cette prévision que l'ancien bek de Hissar, qui s'était révolté contre l'émir Seid-Monzaifar, en 1869 et qui en 1870 s'est réfugié dans l'Afghanistan, a déjà fait des tentatives pour rentrer en possession de sa province avec l'aide des Afghans, auxquels il promettait l'entière soumission à l'émir de Caboul de toute la province de Hissar et de Kouliah. Si cette combinaison n'a pas été mise à exécution, il faut l'attribuer à ce que l'autorité de Shir-Ali-Khan était nulle dans le Badakhan, et que l'émir ne disposait dans cet état d'aucun moyen d'agression.

A l'est du Badakhan, dans le bassin supérieur de l'Amou-Daria, se trouve une contrée peu connue, nommée Wakhan. Ce pays, que l'on désigne parfois sous le nom de Daria-Pendj (les cinq fleuves), a cause des cinq principaux confluent dont naissent à l'Amou-Daria, avoisine au nord le Pamir, qui le sépare du Karakoum ; à l'est il confine avec Sarikou, qui fait partie des États de Yakoub-Bek ; au sud il est séparé du Tchitar (pays complètement indépendant du Caboul) par les montagnes de Noug-San, qui sont la prolongation orientale du Hindukouch.

Le Wakhan est administré par un chef spécial, mais la pauvreté des habitants et la stérilité du sol de cette région montagneuse l'ont placé sous la dépendance du Badakhan, dont les bords s'abstiennent, cependant, de se mêler de ses affaires intérieures. Une fois par an le chef du Wakhan fait parvenir aux bords du Badakhan une certaine somme d'argent ; mais il n'existe aucun rapport direct entre ce pays et l'Afghanistan.

Une route reliant Kunduz avec Sarikou, Yarkend et Kachgar traverse le Badakhan et le Wakhan. D'après certains renseignements qui sont en notre possession, cette route est plus longue que la route directe de Peschawar à Yarkend, suivie par M. Shaw.

Quant à l'Amou-Daria, ce fleuve sert de ligne de démarcation entre l'Afghanistan et le Boukhara sur une étendue approximative de 300 verstes, depuis l'embouchure de la Konkhta à l'est, jusqu'au point où les deux rives de fleuve descendent, et notamment jusqu'au passage de Tchoukhar-Kondar, situé vis-à-vis du village boukhara Ghodja-Saleh qui se trouve sur la droite du fleuve.

Enfin, pour ce qui est de la limite nord-est de l'Afghanistan, bien qu'il existe des doutes quant au fait de la possession par l'émir de Caboul des villes d'Akchik, Serkhat, Meimane, Chibrgan et Ankhik, situées à l'est de la ligne de la province de Kunduz, qui fait incontestablement partie des domaines de Shir-Ali-Khan, elle a été annexée à l'Afghanistan il y a une vingtaine d'années par le fils de Dost-Mohammed, Mohammed-Afzal-Khan, qui était à cette époque gouverneur de Balkh. Afzal-Khan, comme nous l'apprend une communication anglaise, a fait une tentative infructueuse de s'emparer de Badakhan, qui a eu cependant pour conséquence que le mir de Badakhan, pour assurer la sécurité de son domaine, s'est engagé à payer à Dost-Mohammed-Khan une contribution annuelle de deux roupies par feu et à lui livrer les gisements de rubis et de lapis-lazuli situés dans ses États. Cependant, cet engagement ne fut point rempli ; la mort de Dost-Mohammed suggéra aux chefs du Badakhan, par désir de se soumettre au Caboul, l'idée de réclamer la protection de Boukhara. L'émir Seid-Monzaifar déclina cependant toute immixtion dans les affaires du Badakhan, non point qu'il considérât ce pays comme une dépendance de l'Afghanistan, mais par la raison qu'à cette époque il suivait avec anxiété les progrès de nos armées dans l'Asie centrale et se préparait à marcher contre le Kokand.

Djandhar-Shah, qui gouvernait à cette époque le Badakhan, était un souverain complètement indépendant et tous ses voisins le reconnaissaient comme tel. Il s'était mis en rapports d'amitié avec Mohammed-Afzal-Khan et avec Abdourahman-Khan son fils, et ne leur payait aucune redevance. Lorsque Shir-Ali-Khan, victorieux d'Abdourahman-Khan, occupa Badakhan et Balkh et se fut rendu maître de tout l'Afghanistan, il envoya une ambassade à Djandhar-Shah, en l'invitant à confirmer les engagements qu'il avait contractés antérieurement. Djandhar-Shah répondit par un refus. Alors Mahmoud-Shah, son neveu, secondé par les troupes afghanes, renversa son oncle, se constitua maître de Faizabad, ville principale du Badakhan, tandis que son frère cadet, Mirza-Shah, s'empara de Tchahab, chef-lieu de la province de Roustak. Aujourd'hui les deux frères paient à Shir-Ali-Khan, comme par reconnaissance de la coopération qu'il leur avait accordée, une contribution annuelle de 15,000 roupies (90,000 roubles). Toutefois, à l'exception d'un très petit nombre d'aventuriers afghans, on ne rencontre dans le Badakhan ni employés ni troupes de l'émir de Caboul, et le peuple lui-même déteste les Afghans.

Ces notions, fournies par Abdourahman-Khan et recueillies en partie de la bouche des envoyés du sardar de Balkh qui vinrent à Tachkend, se trouvent confirmées par le récit d'Alif-Bek, ex-gouverneur de Sarikou (province du Kachgar, limotrophe du Wakhan), qui se présente à Tachkend au mois d'août de cette année. Il a ajouté que Djandhar-Shah, le maître légitime du Badakhan, qui s'était réfugié d'abord à Boukhara, était retourné dans la suite, par Samarkand et Kokand, à Chougand.

Un semblable état de choses dans le Badakhan démontre en toute évidence que l'émir Shir-Ali-Khan ne



dont un âgé seulement de quelques jours, sont partis avec le duc d'Aoste.

Une députation nommée par les Cortès, et le comte de Rins, grand major de la cour et neveu de M. Olozaga, forment la suite des princes. Quelques autres personnes les accompagnent.

Le départ a eu lieu à midi d'une foule agitée, mais respectueuse; les troupes ont rendu les honneurs militaires sur le passage du roi.

Dans toutes les stations où elles sont passées, leurs Majestés ont reçu des populations les plus grands témoignages de considération et de respect.

Le ministre d'Espagne à Lisbonne est venu à la rencontre de leurs Majestés jusqu'à la frontière du Portugal.

Le *Moniteur* ajoute les renseignements suivants :

« Le voyage du roi Amédée et de sa famille se poursuit sans incidents fâcheux. On pense que l'on recevra dans la journée la nouvelle que la famille royale est heureusement arrivée en Portugal. La reine, quoique très faible encore par suite de ses dernières couches, qui ont eu lieu deux jours seulement avant son départ, supporte cette nouvelle fatigue, aussi bien qu'on pouvait le désirer. »

Les membres du nouveau gouvernement qui s'est choisi l'Espagne ont été élus avec le chiffre de voix suivants :

Figueras, président du conseil, 244 voix ; Pi y Margall, ministre de l'intérieur, 243 ; Cordova, ministre de la guerre, 239 ; Nicolas Salmeron, ministre de la justice, 242 ; Francisco Salmeron, ministre de l'ultramamar, 238 ; Beranger, ministre de la marine, 246 ; Castelar, ministre des affaires étrangères, 245 ; Becerra, ministre des travaux publics, 233 ; Echegaray, ministre des finances, 242 ; Don Christian Martos a été élu président de l'Assemblée espagnole par 222 voix.

La frégate *Roma* est partie le 12 février pour Lisbonne, où se trouve le roi Amédée. L'Agence *Havas* continue à affirmer que la plus grande tranquillité règne à Madrid.

Toutes les autorités civiles et militaires des provinces ont adhéré, dit-elle, au nouveau gouvernement que la nation s'est donné.

Néanmoins, l'*Univers* publie, d'après l'Agence *Reuter*, les renseignements suivants, qui feraient supposer que l'émotion qui a suivi la proclamation de la république à Madrid a été beaucoup plus vive que ne l'a annoncée l'Agence *Havas* :

« Quelques groupes se sont efforcés de créer des troubles dans la rue, mais ils ont été dispersés sans qu'il y ait eu de lutte. »

« La foule s'étant rassemblée, cette nuit dans le voisinage du Congrès, elle a été dispersée par la cavalerie et l'infanterie sans offrir de résistance. Des groupes se sont formés dans diverses parties de la ville, mais ils gardent une attitude pacifique. »

« La même agence dit également à la même date : »

« Les carlistes sont actifs dans la province de Segovie et près d'Estella. Saragose est virtuellement bloquée et les carlistes sont maîtres de ses alentours. Tristany, chef des carlistes de Balaguer, a tué 400 hommes, 900 autres carlistes sont devant Juncosa, et une nouvelle bande de 150 hommes s'est montrée en Aragon. »

« Le *Soir* ajoute à ces renseignements les détails suivants, qui ne sont pas tout à fait aussi optimistes que ceux que nous fournit l'Agence *Havas* :

« La guerre carliste reprend avec vigueur, et elle ira crescendo pendant quelque temps. »

« Entre Asturies et Bessan, les communications sont toujours interrompues sur la voie ferrée. Le service se fait par une route parallèle à la voie et en attendant encore quelques kilomètres ; mais les neiges menacent d'interrompre l'entre Hieron et Andon, à quatre kilomètres de Saint-Sébastien, la voie a été coupée par les carlistes. »

« Les autorités françaises ont saisi à la gare de Biarritz, douze caisses de fusils Chasapet destinés aux insurgés. Vers la frontière de France, est occupé par les insurgés. Zugarra est le quartier général des forces commandées par Martinez, le chef carliste à échelonné ses bandes sur la frontière. »

« Dans les environs de Pamplune, les carlistes agissent beaucoup ; ils font de grands préparatifs en armes et en munitions ; ils ont adopté pour costume la capote et le pantalon rouge. »

Des renseignements venus d'Espagne annoncent que des émissaires, envoyés par le comité républicain de Madrid, seraient partis pour le Portugal afin de soulever la population et d'arriver à faire la république libérale. »

Le *Soir* confirme en ces termes cette dernière nouvelle, qui est donnée aussi par l'Agence *Reuter* :

« On assure que des manifestations républicaines ont eu lieu à Lisbonne, et qu'un grand mouvement dans le sens d'une union libérale républicaine serait à la veille de se produire en Portugal. »

Un singulier rapprochement, à propos de la chute du roi d'Espagne, Amédée :

191 voix l'avaient appelé au trône. 191 voix viennent de voter sa déchéance. (Paris-Journal.)

L'*Univers* d'hier soir publie deux proclamations du général Lizarraza, commandant général du Guipuzcoa. La première s'adresse à ses soldats. La seconde, qui a été envoyée aux chefs militaires et aux autorités ennemies, se termine ainsi :

« Le drapeau du parti national, du noble et loyal parti carliste, flotte en Catalogne, en Aragon, en Castille, en Navarre, enfin dans l'Espagne entière, et j'ai résolu de triompher ou de mourir en combattant pour cette sainte cause. »

« Je vous donne six heures de temps pour vous résoudre. Si vous correspondez à mes désirs, je vous reconnaitrai, au nom de Charles VII, vos emplois respectifs ; sinon, à la fin des hostilités, ils suivront les hasards de la guerre, n'ayant aucun droit à être reconnus, et je vous considérerai, vous et vos subordonnés, comme des envahisseurs italiens qui combattent notre religion, notre Etat et nos rois légitimes. »

« Je vous prie de m'adresser réception de cette communication par l'intermédiaire de ceux qui se chargent de vous la remettre. »

« Que Dieu vous garde de longues années. »

Un champ d'honneur, ce 30 janvier 1873.

« Le général de brigade, commandant général. »

« ANTONIO LIZARRAZA. »

Madrid, vendredi 14 février. — Espartaco a félicité le nouveau gouvernement républicain.

M. Olozaga, ambassadeur à Paris, a présenté par trois fois sa démission. Le gouvernement est résolu à la refuser. M. Olozaga, au nom de la patrie et de la liberté, de rester ambassadeur de la république à Paris, et à lui envoyer sans délai de nouvelles lettres de créance. Un courrier de cabinet portera un message identique à tous les envoyés de l'Espagne à l'étranger, pour leur notifier officiellement l'institution de la république.

Le passage final de la réponse des Cortès au message d'abdication du roi Amédée est conçu comme suit :

« Une fois les difficultés actuelles écartées, la nation espagnole ne pourra pas offrir de nouveau la couronne au roi, mais bien le rang de citoyen d'un pays libre et indépendant. »

Paris, 12 février. — Une réunion, a été tenue hier soir à l'hôtel du duc d'Angoulême, faubourg Saint-Honoré. Vingt millions de francs ont été souscrits pour soutenir la propagande du duc de Montpensier contre la république.

Il y a grand émoi à l'hôtel Basilevski. Le duc de Montpensier réclame à la fusion avec la reine Isabelle, laquelle déclare que, si Alphonse est nommé roi, elle et don François d'Assise doivent être régents conjointement. Elle n'ose confier son enfant au fils de Louis-Philippe. Son entourage se conforme à cette attitude méfiante. La reine Christine engage les différents membres de sa suite et les agents de Bismarck, mais on dit qu'elle se tourne vers la duchesse de Montpensier.

Plusieurs émissaires polonais, dont quelques-uns sont des prêtres en rapport avec l'hôtel Czartoryski, sont partis ce matin pour Madrid, afin de chasser la candidature Montpensier, qui passe pour bien vue de l'artillerie.

Des masses ont été célébrées ce matin dans quatre églises de Paris pour le succès de la cause bonapartiste. Les familles de la reine Isabelle, de la reine Christine, du duc de Nemours et du duc de Montpensier y assistaient.

Paris, 13 février. — Don François d'Assise, mari de la reine Isabelle, est parti de Paris ce

matin. On ne sait rien de sa destination. Son fils Alphonse est toujours à Vienne. M. Olozaga, ministre d'Espagne, continuera à demeurer à Paris, au cas même où il serait remplacé dans son ambassade.

Don Carlos est représenté comme étant en train de compléter son organisation militaire afin de se préparer à faire un vigoureux effort pour arriver au trône.

« La proclamation de la république a donné lieu à d'importantes manifestations dans les rues de Madrid. »

Naples, 13 février. — On apprend de source certaine que, selon l'avis qui lui avait été donné par le gouvernement italien, le roi Amédée proposa, lorsque la crise commença à se déclarer en Espagne, de former un cabinet de coalition qui serait composé par le maréchal Serrano et M. Ruiz Zorilla. On prétend que ce dernier a refusé son concours au projet, sur quoi le roi s'est décidé à faire acte d'abdication.

Versailles, 12 février, soir. — Le gouvernement a ordonné de redoubler de vigilance sur la frontière espagnole. Un courrier de cabinet est parti hier, avec des instructions pour le marquis de Bouillé, l'ambassadeur français à Madrid.

« Au sujet des événements qui viennent de s'accomplir en Espagne, un journal carliste, la *Regeneracion*, a publié les réflexions suivantes :

« Amédée nous quitte ! Un nouvel étranger ne le remplacera pas. Don Alphonse ne peut revenir. Il ne reste donc, de possible, qu'une seule solution, et cette solution est entre les mains des carlistes. »

« Il s'agit de la grande œuvre de sauver l'Espagne sans perdre les colonies, qui sont la chair et les os de l'Espagne. »

« Charles de Bourbon, de même que son auguste oncle, l'enfant du miracle, ne s'appelle pas la révolution, il se nomme la réforme ; il se nomme l'oubli des erreurs dans lesquelles nous avons tous vécu. Son non veut dire encore : Restauration de l'Eglise catholique et libre ; son non veut dire enfin : Réconciliation ! »

« C'est pour cela que, avec l'aide et l'appui des Espagnols ses frères, il se propose de relever le grand édifice où il ne restera plus d'asile à l'impérialisme et au mensonge, mais, ainsi que le désirait Balmès, se rencontreront réunis ensemble toutes les opinions raisonnables, le respect de tous les droits et la sauvegarde de tous les intérêts légitimes. »

« Don Carlos de Bourbon ne peut ni ne veut être roi comme le fut don Isabelle, sa tante ; il ne peut ni ne veut pas plus être un roi comme l'a été son oncle don Fernando d'Assise. »

« Dans l'édifice que veut reconstruire don Carlos, tous les Espagnols pourront y pénétrer sans humiliation aucune. »

« Le drapeau qui flottera au vent du ciel sur son fronton sera celui de nos pères, celui de la Castille, de l'Aragon, de la Navarre et des provinces basques ; ce drapeau est celui sur lequel sont inscrits ces mots pour devise : Dieu, patrie, le roi, la justice et la liberté ! »

« M. John Lemoine, dans le *Journal des Débats*, raconte en ces termes l'entrevue dans laquelle le roi Amédée a annoncé à M. Ruiz Zorilla sa résolution d'abdiquer la couronne :

« C'est le 8, à la suite du conseil des ministres, que le roi Amédée a dit à M. Ruiz Zorilla qu'il avait à lui parler en particulier, et il lui a tenu le langage dont voici, sinon les termes exacts, du moins le sens très-exact : »

« L'Espagne est « en proie aux querelles des partis ; depuis trois ans que je suis ici, aucun progrès n'a été fait. Ma situation n'est pas tenable ; je ne veux pas être un mannequin. Je suis de la race de Savoie ; je ne veux pas de la race de Bourbon ; je ne veux pas, j'aime mieux m'en aller de mon propre mouvement. »

« J'ai donc réfléchi, et j'ai pris la résolution inébranlable de quitter le pays en résignant mes pouvoirs entre les mains de la Chambre. Cette résolution, je l'excute dans un très-brut délai, et j'ai déjà donné des ordres pour que tout soit prêt pour mon départ, mardi même, si je le jugeais utile. Je vous répète que ma décision est irrévocable ; elle n'est prise, et je vous prie de ne pas me faire d'observations pour m'en détourner. »

« Vous pouvez la communiquer au conseil. »

« La détermination soudaine ou du moins soudainement révélée du roi a frappé le premier ministre de stupeur, mais naturellement elle ne pouvait rester longtemps secrète. On ajoute aussi que le roi aurait déclaré qu'il ne voulait pas rentrer actuellement en Italie, après une expédition qui pouvait prêter à des commentaires peu sérieux. C'est sans doute

pour cette raison qu'il est parti pour Lisbonne, où il pourra, du reste, se reposer, puisqu'il sera chez sa sœur, la reine de Portugal. »

**TURQUIE.** — On écrit de Serailo aux journaux de Vienne, par rapport à l'ouverture de la Diète (Skoupitchina) de Bosnie :

« La réunion de la Skoupitchina est un ancien usage serbe, profondément enraciné dans l'esprit national, et qui n'a même pu être anéanti par cinq siècles de domination turque. Autrefois la Skoupitchina était composée de représentants libres ; mais, par le peuple, maintenant, ce sont les autorités politiques, qui nomment ces représentants. Dans chaque kadilik (district) on nomme trois représentants, dont deux turcs et un serbe. Par conséquent, les projets présentés par le gouvernement du vilayet, projets qui se rapportent d'ordinaire à l'augmentation des contributions, ne rencontrent jamais la moindre résistance de la part des membres de la Skoupitchina. »

**Autre dépêche.** — Londres, 12 février.

Le *Times* parle avec une grande satisfaction des déclarations contenues dans les dépêches du gouvernement russe. Il recommande à l'Angleterre de consolider l'empire des Indes, en exploitant les ressources du pays et en s'attachant à gagner l'affection des populations, après quoi, dit-il, l'Angleterre pourra avoir des adversaires mais pas de puissants rivaux, tout comme les Indes seraient non seulement inattaquables, mais même, en état d'exercer une influence prépondérante sur la politique de l'Orient.

Le même journal dément la nouvelle que le président du Pérou, M. Pardo, aurait été assassiné et qu'on aurait fait sauter le palais du gouvernement, à Lima.

En réponse à une pétition de la Chambre de commerce de Bradford, M. Hammond, sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères, a déclaré, au nom de lord Granville, que le gouvernement communiquera les propositions de cette Chambre au vice-roi des Indes, afin qu'il choisisse les voies les plus favorables pour développer les relations commerciales de l'empire britannique avec l'Asie centrale.

**DERNIÈRES NOUVELLES.**

FRANCE. — On lit dans le *Franchisme* du 14 février :

« Des hommes politiques, que nous avons toute raison de croire bien informés, appréhendent que le gouvernement ne revienne, dans la discussion publique des conclusions de la commission des Trente, sur les déclarations conciliantes qui ont été faites, soit par M. Thiers lui-même, soit par des députés qui se présentent comme les interprètes de sa pensée. Ce ne serait pas sur l'article 4 que se produirait la résistance du gouvernement aux vues et aux vœux du parti conservateur, mais sur les articles 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. Ce sont les dispositions de ces articles que M. Dufaure attaque publiquement avec le plus d'énergie. »

On lit dans l'*Avenir national* :

« M. Dufaure maintiendra à la tribune le texte de l'art. 4, mais sans poser à ce sujet la question de gouvernement. »

« Le rapport sera conçu en des termes conciliants, c'est du moins ce qu'assure M. le duc de Broglie. »

« Le rapporteur promettra que la commission s'occupera des propositions relatives à la Chambre haute et à la loi électorale, mais non à bref délai. »

« M. Dufaure consentant à retirer les mots à bref délai, il ne peut y avoir de conflit sur ce point. »

« Quant à la transmission des pouvoirs, M. de Broglie déclarera qu'il n'y a pas lieu de se hâter à pourvoir à des nécessités qui ne sont pas imminentes. Au surplus, dira-t-il, le précédent de 1848 est bon à suivre. »

« On croit généralement dans les cercles parlementaires qu'une transaction se fera sur ce terrain. »

« A la présidence, on semble persuadé que, au dernier moment, la commission des Trente, effrayée de la responsabilité qu'elle assume, fera de nouvelles concessions pour éviter un débat en séance publique. »

On lit dans la *Patrie* :

« La majorité conservatrice ne veut pas séparer de M. Thiers, mais elle de veut pas faire un pas en avant en faveur de l'affirmation de la république. De son côté, M. Thiers, soutenu par les gauches réunies, ne veut rien admettre sans changer son programme. Dans cette situation, voici ce qui sera fait, dit-on. La majorité conservatrice ne proposera rien ; elle se contentera de faire des déclarations qui auront pour but d'affirmer la responsabilité ministérielle dans la portée la plus absolue, et l'on attendra les événements. »

On lit dans le *Journal de Paris* :

« La princesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha, qui arrive de Vienne par la voie d'Italie, a failli être victime d'un accident de chemin de fer, dans le Tyrol. Un rocher s'est détaché de la montagne et est venu briser le wagon dans lequel elle se trouvait. La princesse n'a eu aucune blessure. »

« Elle a dû arriver hier mercredi à Randon, chez le duc de Montpensier, puis elle viendra passer quelque temps à Paris chez le duc d'Angoulême. »

**DERNIÈRES DÉPÊCHES.**

AGENCE INTERNATIONALE. — Berlin, 12 février.

S. A. I. M<sup>re</sup> le grand-duc Nicolas Constantinovitch est arrivé hier soir à Berlin, venant de Nice, et est descendu à l'hôtel

de l'ambassade de Russie. Son Altesse Impériale est repartie le même soir pour St-Petersbourg.

**Autre dépêche.** — Vienne, 12 février.

M. Grocholski a déclaré, dans la commission constitutionnelle de la Chambre des Députés, que la réforme électorale n'était pas possible sans préjudice des droits des divers pays, et que sa mise en vigueur serait une atteinte à la Constitution. En conséquence, a ajouté l'orateur, les membres galiciens ne prendront point part aux délibérations sur la réforme électorale. Là-dessus, les députés galiciens ont quitté la salle.

**Autre dépêche.** — Londres, 12 février.

Le *Times* parle avec une grande satisfaction des déclarations contenues dans les dépêches du gouvernement russe. Il recommande à l'Angleterre de consolider l'empire des Indes, en exploitant les ressources du pays et en s'attachant à gagner l'affection des populations, après quoi, dit-il, l'Angleterre pourra avoir des adversaires mais pas de puissants rivaux, tout comme les Indes seraient non seulement inattaquables, mais même, en état d'exercer une influence prépondérante sur la politique de l'Orient.

Le même journal dément la nouvelle que le président du Pérou, M. Pardo, aurait été assassiné et qu'on aurait fait sauter le palais du gouvernement, à Lima.

En réponse à une pétition de la Chambre de commerce de Bradford, M. Hammond, sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères, a déclaré, au nom de lord Granville, que le gouvernement communiquera les propositions de cette Chambre au vice-roi des Indes, afin qu'il choisisse les voies les plus favorables pour développer les relations commerciales de l'empire britannique avec l'Asie centrale.

**DERNIÈRES NOUVELLES.**

FRANCE. — On lit dans le *Franchisme* du 14 février :

« Des hommes politiques, que nous avons toute raison de croire bien informés, appréhendent que le gouvernement ne revienne, dans la discussion publique des conclusions de la commission des Trente, sur les déclarations conciliantes qui ont été faites, soit par M. Thiers lui-même, soit par des députés qui se présentent comme les interprètes de sa pensée. Ce ne serait pas sur l'article 4 que se produirait la résistance du gouvernement aux vues et aux vœux du parti conservateur, mais sur les articles 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. Ce sont les dispositions de ces articles que M. Dufaure attaque publiquement avec le plus d'énergie. »

On lit dans l'*Avenir national* :

« M. Dufaure maintiendra à la tribune le texte de l'art. 4, mais sans poser à ce sujet la question de gouvernement. »

« Le rapport sera conçu en des termes conciliants, c'est du moins ce qu'assure M. le duc de Broglie. »

« Le rapporteur promettra que la commission s'occupera des propositions relatives à la Chambre haute et à la loi électorale, mais non à bref délai. »

« M. Dufaure consentant à retirer les mots à bref délai, il ne peut y avoir de conflit sur ce point. »

« Quant à la transmission des pouvoirs, M. de Broglie déclarera qu'il n'y a pas lieu de se hâter à pourvoir à des nécessités qui ne sont pas imminentes. Au surplus, dira-t-il, le précédent de 1848 est bon à suivre. »

« On croit généralement dans les cercles parlementaires qu'une transaction se fera sur ce terrain. »

« A la présidence, on semble persuadé que, au dernier moment, la commission des Trente, effrayée de la responsabilité qu'elle assume, fera de nouvelles concessions pour éviter un débat en séance publique. »

On lit dans la *Patrie* :

« La majorité conservatrice ne veut pas séparer de M. Thiers, mais elle de veut pas faire un pas en avant en faveur de l'affirmation de la république. De son côté, M. Thiers, soutenu par les gauches réunies, ne veut rien admettre sans changer son programme. Dans cette situation, voici ce qui sera fait, dit-on. La majorité conservatrice ne proposera rien ; elle se contentera de faire des déclarations qui auront pour but d'affirmer la responsabilité ministérielle dans la portée la plus absolue, et l'on attendra les événements. »

On lit dans le *Journal de Paris* :

« La princesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha, qui arrive de Vienne par la voie d'Italie, a failli être victime d'un accident de chemin de fer, dans le Tyrol. Un rocher s'est détaché de la montagne et est venu briser le wagon dans lequel elle se trouvait. La princesse n'a eu aucune blessure. »

« Elle a dû arriver hier mercredi à Randon, chez le duc de Montpensier, puis elle viendra passer quelque temps à Paris chez le duc d'Angoulême. »

**DERNIÈRES DÉPÊCHES.**

AGENCE INTERNATIONALE. — Berlin, 12 février.

S. A. I. M<sup>re</sup> le grand-duc Nicolas Constantinovitch est arrivé hier soir à Berlin, venant de Nice, et est descendu à l'hôtel

de l'ambassade de Russie. Son Altesse Impériale est repartie le même soir pour St-Petersbourg.

**Autre dépêche.** — Vienne, 12 février.

M. Grocholski a déclaré, dans la commission constitutionnelle de la Chambre des Députés, que la réforme électorale n'était pas possible sans préjudice des droits des divers pays, et que sa mise en vigueur serait une atteinte à la Constitution. En conséquence, a ajouté l'orateur, les membres galiciens ne prendront point part aux délibérations sur la réforme électorale. Là-dessus, les députés galiciens ont quitté la salle.

**Autre dépêche.** — Londres, 12 février.

Le *Times* parle avec une grande satisfaction des déclarations contenues dans les dépêches du gouvernement russe. Il recommande à l'Angleterre de consolider l'empire des Indes, en exploitant les ressources du pays et en s'attachant à gagner l'affection des populations, après quoi, dit-il, l'Angleterre pourra avoir des adversaires mais pas de puissants rivaux, tout comme les Indes seraient non seulement inattaquables, mais même, en état d'exercer une influence prépondérante sur la politique de l'Orient.

Le même journal dément la nouvelle que le président du Pérou, M. Pardo, aurait été assassiné et qu'on aurait fait sauter le palais du gouvernement, à Lima.

En réponse à une pétition de la Chambre de commerce de Bradford, M. Hammond, sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères, a déclaré, au nom de lord Granville, que le gouvernement communiquera les propositions de cette Chambre au vice-roi des Indes, afin qu'il choisisse les voies les plus favorables pour développer les relations commerciales de l'empire britannique avec l'Asie centrale.

**DERNIÈRES NOUVELLES.**

FRANCE. — On lit dans le *Franchisme* du 14 février :

« Des hommes politiques, que nous avons toute raison de croire bien informés, appréhendent que le gouvernement ne revienne, dans la discussion publique des conclusions de la commission des Trente, sur les déclarations conciliantes qui ont été faites, soit par M. Thiers lui-même, soit par des députés qui se présentent comme les interprètes de sa pensée. Ce ne serait pas sur l'article 4 que se produirait la résistance du gouvernement aux vues et aux vœux du parti conservateur, mais sur les articles 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. Ce sont les dispositions de ces articles que M. Dufaure attaque publiquement avec le plus d'énergie. »

On lit dans l'*Avenir national* :

« M. Dufaure maintiendra à la tribune le texte de l'art. 4, mais sans poser à ce sujet la question de gouvernement. »

« Le rapport sera conçu en des termes conciliants, c'est du moins ce qu'assure M. le duc de Broglie. »

« Le rapporteur promettra que la commission s'occupera des propositions relatives à la Chambre haute et à la loi électorale, mais non à bref délai. »

« M. Dufaure consentant à retirer les mots à bref délai, il ne peut y avoir de conflit sur ce point. »

« Quant à la transmission des pouvoirs, M. de Broglie déclarera qu'il n'y a pas lieu de se hâter à pourvoir à des nécessités qui ne sont pas imminentes. Au surplus, dira-t-il, le précédent de 1848 est bon à suivre. »

« On croit généralement dans les cercles parlementaires qu'une transaction se fera sur ce terrain. »

« A la présidence, on semble persuadé que, au dernier moment, la commission des Trente, effrayée de la responsabilité qu'elle assume, fera de nouvelles concessions pour éviter un débat en séance publique. »

On lit dans la *Patrie* :

« La majorité conservatrice ne veut pas séparer de M. Thiers, mais elle de veut pas faire un pas en avant en faveur de l'affirmation de la république. De son côté, M. Thiers, soutenu par les gauches réunies, ne veut rien admettre sans changer son programme. Dans cette situation, voici ce qui sera fait, dit-on. La majorité conservatrice ne proposera rien ; elle se contentera de faire des déclarations qui auront pour but d'affirmer la responsabilité ministérielle dans la portée la plus absolue, et l'on attendra les événements. »

On lit dans le *Journal de Paris* :

« La princesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha, qui arrive de Vienne par la voie d'Italie, a failli être victime d'un accident de chemin de fer, dans le Tyrol. Un rocher s'est détaché de la montagne et est venu briser le wagon dans lequel elle se trouvait. La princesse n'a eu aucune blessure. »

« Elle a dû arriver hier mercredi à Randon, chez le duc de Montpensier, puis elle viendra passer quelque temps à Paris chez le duc d'Angoulême. »

**DERNIÈRES DÉPÊCHES.**

AGENCE INTERNATIONALE. — Berlin, 12 février.

S. A. I. M<sup>re</sup> le grand-duc Nicolas Constantinovitch est arrivé hier soir à Berlin, venant de Nice, et est descendu à l'hôtel

## DÉPÔTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE DE SAINT-PETERSBOURG.

- 1<sup>re</sup> Perspective Nevsky, maison de l'Eglise catholique, mag. n° 3.
- 2<sup>e</sup> Perspective Nevsky, au pont d'Anichkoff, maison Mednikow.
- 3<sup>e</sup> Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Pois, maison Brunst.
- 4<sup>e</sup> Grande Morskaja, maison Jacquot.
- 5<sup>e</sup> Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.



Verwandten und Freunden teilen wir auf diesem Wege die Trauerkunde mit von dem Heimgang unserer geliebten Mutter und Grossmutter

**CAROLINE AMBURGER**  
geb. Ketterlinus.

Dieselbe entschlief in Folge eingetretener Herzsclages am 2/14 Februar zu Jena in einem Alter von 83 Jahren.

## ACHAT AVANTAGEUX

à l'occasion du Carnaval. 344

MM. les amateurs de chevaux et d'équipages qui n'auraient pas de remises, d'écuries et de logements de cocher et qui désirent avoir leur propre écurie en ville jusqu'à l'été, c'est-à-dire jusqu'au 1<sup>er</sup> mai (puis le transfert à la campagne où le conserver au prix nominal), sont informés qu'ils peuvent pour un an louer des locaux susmentionnés, à la condition d'acheter les articles suivants: 1<sup>er</sup> une bonne voiture; 2<sup>e</sup> un traîneau en bois ou en fer, avec couverture d'ours (entière), timon pour attelage à deux chevaux et brancard pour un cheval; 3<sup>e</sup> une paire de jeunes chevaux suédois (grande taille), même robe, propres à tout attelage; 4<sup>e</sup> harnais avec bronzes, en bon état, pour voiture et traîneau; 5<sup>e</sup> habits de cocher, d'hiver et d'été, et de plus tous les accessoires d'écurie. Prix avec location gratuite jusqu'au 1<sup>er</sup> mai prochain 1200 r. A voir de midi à 4 h., près de la perspective Nevsky, Petite Sadovaya, n° 4, s'ad. au magasin de café à la vapeur ou bien au dvornik.

## INVITATION.

Les anciens élèves de la pension du pasteur Murat sont invités à se réunir pour un dîner de camarades le 10 février, à cinq heures et demie.

On souscrit pour ce dîner à l'hôtel de France depuis le 1<sup>er</sup> février.

## BOTOT

(SES CINQ PRODUITS)

## EAU DE BOTOT

Soul et unique dentifrice

Approuvé par l'Académie de Médecine de Paris l'Eau de Botot est le plus efficace des dentifrices. En gargarisme elle est un préservatif puissant contre les angines et les maux de gorge; elle facilite la dentition chez les enfants.

## POUDRE DENTIFRICE

AU QUINQUINA

Ce précieux dentifrice, employé avec l'Eau de Botot, constitue pour le raffermissement des gencives et la blancheur des dents la préparation la plus saine.

## EAU DE TOILETTE

EXTRAIT DOUBLE SANS AUCUN ACIDE

Quelques gouttes versées dans l'eau vivifient le teint et exhalent le plus délicieux parfum.

## LE SUBLIME

Arrêt immédiat de la chute des cheveux, disparition des pellicules, apaisement des douleurs névralgiques, telles sont les principales qualités de ce merveilleux produit.

## VINAIGRE DE TOILETTE

SUPERIEUR

Composé de sucs purs de plantes toniques, ce vinaigre jouit de propriétés inappréciables pour le soins de la toilette.

ENTREPOT: 229, rue Saint-Honoré,

A SAINT-PÉTERSBOURG: Aux dépôts du

LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PÉTERSBOURG.

A MOSCOW: Au dépôt du LABORATOIRE CHIMIQUE

de St-Petersbourg chez MM. KAPOUR et

KATSON, au Pont-de-Marchand, maison Dabo.

Et chez les principaux Commerçants.

## ANNONCES

Dans tous les journaux allemands, français, anglais russes, italiens, polonais, hongrois, américains, espagnols, danois, suédois, hollandais expédient

LES BUREAUX INTERNATIONAUX DES ANNONCES

DE

RUDOLF MOSSE,

MUNICH, BERLIN,

HAMBURG, Francfort-s.-M.

## ACHAT ET VENTE

de diamants, pierres de couleurs, perles fines; objets anciens, meubles, bronzes, pendules; porcelaine, vases, groupes, statuettes, tabatières, émaux, miniatures, éventails, argenterie, points d'Aleçon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, cachemires turcs et différents objets de valeur. — Petite Morskaya, maison Fédorow, n° 11, magasin de M<sup>re</sup> Jakobson.

## LE COMITÉ

DE LA

## SOCIÉTÉ SUISSE DE BIENFAISANCE

A ST-PÉTERSBOURG

a l'honneur de convoquer les Suisses domiciliés dans la capitale ou aux environs à se réunir en assemblée générale, dimanche 11 février, à 4 heures et demie de l'après-midi, dans la salle du Club allemand, pont Bleu, maison Yakoutchikow. 324

## CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui mardi 6 février

AU BÉNÉFICE

de M. Agoust

## GRANDE REPRÉSENTATION

GALA

et dernier début du bénéficiaire.

On commencera à 7 heures 1/2.

Prix des places comme à l'ordinaire.

Demain mercredi 7 février, grande représentation.

Le directeur Ch. Hinné.

## UNE JEUNE

Française, nouvellement arrivée

de Paris, désirerait trouver une

place de lectrice. S'adresser au bureau du Journal, Librairie Mellier, sous les initiales V. B. 270

## UN JEUNE HOMME FRANÇAIS

désire avoir le logement et donner en échange des

leçons de français. S'adr. au bureau du Journal, Librairie Mellier, sous les initiales V. B. 270

## PERDU

un billet de l'Opéra italien, abonnement n° 4, fauteuil n° 87. La personne qui le trouvera est priée de le remettre qu'il Anglais, maison Orlov-Davydow, n° 19, logement n° 1, à monsieur Robert Muller. 322

## A CÉDER

pour cause de départ beau magasin propre à toute

espèce de commerce au bel étage.

S'adresser Grande Morskaya, maison Strauch, logement n° 6. 297

En vente chez EMILE MELLIER, libraire de la Cour impériale,

au pont de Police, maison de l'Eglise hollandaise, à St-Petersbourg.

## ÉTUDE SUR LE CHAUFFAGE ET LA VENTILATION

DES WAGONS DE VOYAGEURS

par le baron N. de DERSCHAU, ingénieur russe.

1 volume in-8°. Prix 1 r. 40 c.; province 1 r. 60 c. 323

## BILAN DE LA BANQUE COMMERCIALE DE MOSCOU

## (TORGOWOI BANK)

AU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1873

ACTIF	r. c.	PASSIF	r. c.
I. Caisse.	—	I. Capital de fondation.	3,000,000 —
En billets de crédit.	254,699 49	Versements à compte des actions de la seconde émission seconde série	19,900 —
II. Comptes courants.	—		3,019,900 —
1 <sup>er</sup> avec le comptoir de la Banque de l'Etat à Moscou.	130,000 —	II. Capital de réserve	3,520 —
2 <sup>e</sup> avec les autres Banques de Moscou.	51,400 —		
III. Comptoir de la Banque commerciale de Moscou à Orenbourg.	181,400 —	III. Dépôts:	
IV. Effets escomptés:	245,054 71	a. A échéances indéterminées.	129,874 25
a. munis de deux signatures.	6,809,365 73	b. A échéances déterminées.	3,888,694 90
b. titres de Banque à terme.	250,000 —	c. Comptes courants.	1,167,287 30
c. contre garantie de fonds publics, actions, etc.	215,032 11		5,185,856 45
V. Avances:	7,274,397 84	IV. Réescompte:	
a. sur fonds publics, actions, obligations, etc.	1,945,266 —	Effets réescomptés au comptoir de la Banque de l'Etat à Moscou:	774,284 83
b. Comptes courants spéciaux contre garantie de fonds publics, actions, etc.	378,831 44	V. Traités acceptés.	204,699 26
c. sur marchandises.	138,541 74	VI. Compte de divers.	1,621,977 03
VI. Papiers à intérêts appartenant à la Banque	2,460,639 18	VII. Intérêts et bénéfices sur opérations diverses pour 1872.	560,015 11
	3,654 90	1873.	129,022 72
VII. Frais de la Banque:		Sous déduction des intérêts payés et dus aux déposants.	53,773 69
a. Pour construction et loyer.	50,570 35		75,249 03
b. Frais de bureau et d'administration.	86,274 23		11,445,501 71
VIII. Mobilier et frais d'établissement.	136,844 58		
IX. Compte de correspondants de la Banque.	12,510 82		
X. Compte de divers.	113,947 17		
XI. Traités sur l'étranger.	673,785 90		
	88,567 12		
	11,445,501 71		

## GOUTTES AMÉRICAINES

contre les maux de dents

## d'Hippolyte Maiéwsky

présentées actuellement à l'exposition de manufacture et polytechnique, en vente au Dépôt central, rue des Officiers, n° 22/26, 10 r. de la Vierge, sous les initiales V. B. 270

Prix des gouttes:

Grande boîte avec 3 remèdes . . . 2 r. 50 c.

Boîte moyenne avec 3 remèdes . . . 1 r. 25

Rabais pour les acheteurs en gros.

Les personnes habitant la province qui ne désirent qu'une boîte ont à ajouter 1 r. pour l'emballage et pour l'expédition. 342

## LISTE

DES LETTRES DE GAGE DE LA

## BANQUE FONCIÈRE DE KHARKOW

Sorties au second tirage qui a eu lieu le 23 janvier 1873, pour la somme de 55,200 r.

Provenant des prêts faits pour 43 années et demie.

à 100 roubles:										
13051	13062	13073	13084	13095	17556	17567	21659	21670	21681	21692
052	063	074	085	096	557	568	660	671	682	693
053	064	075	086	097	558	569	661	672	683	694
054	065	076	087	098	559	21651	662	673	684	695
055	066	077	088	099	560	652	663	674	685	696
056	067	078	089	100	561	653	664	675	686	697
057	068	079	090	17551	562	654	665	676	687	698
058	069	080	091	552	563	655	666	677	688	699
059	070	081	092	553	564	656	667	678	689	700
060	071	082	093	554	565	657	668	679	690	
061	072	083	094	555	566	658	669	680	691	
49501	49514	49527	49540	87513	87526	87539	92802	92815	92828	92841
502	515	528	87501	514	527	540	803	816	829	842
503	516	529	502	515	528	541	804	817	830	843
504	517	530	503	516	529	542	805	818	831	844
505	518	531	504	517	530	543	806	819	832	845
506	519	532	505	518	531	544	807	820	833	846
507	520	533	506	519	532	545	808	821	834	847
508	521	534	507	520	533	546	809	822	835	848
509	522	535	508	521	534	547	810	823	836	849
510	523	536	509	522	535	548	811	824	837	850
511	524	537	510	523	536	549	812	825	838	
512	525	538	511	524	537	550	813	826	839	
513	526	539	512	525	538	92801	814	827	840	

à 500 roubles:

0091, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186

à 1,000 roubles:

0006, 0616, 0617, 0618, 0619, 0620

Sur immeubles dans les villes pour 18 années et 7 mois.

0201	0212	0223	0234	0245	2556	4952	4963	4974	4985	4996
202	213	224	235	246	557	953	964	975	986	997
203	214	225	236	247	558	954	965	976	987	998
204	215	226	237	248	559	955	966	977	988	999
205	216	227	238	249	560	956	967	978	989	5000
206	217	228	239	250	561	957	968	979	990	
207	218	229	240	2551	562	958	969	980	991	
208	219	230	241	552	563	959	970	981	992	
209	220	231	242	553	564	960	971	982	993	
210	221	232	243	554	565	961	972	983	994	
211	222	233	244	555	4951	962	973	984	995	

à 500 roubles:

0091, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186

à 1,000 roubles:

0006, 0616, 0617, 0618, 0619, 0620

Les intérêts de ces feuilles de gage ne courent que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1873.

Le remboursement des lettres de gage sorties en tirage s'effectue: à Kharkow, aux Banques foncière et de commerce; à St-Petersbourg: chez J. E. Günzburg; à Moscou, à la Banque des commerçants de Moscou; à Odessa, à la Banque de commerce d'Odessa; à Varsovie, à la Banque de commerce de Varsovie; à Riga, à la Banque de commerce de Riga; à Kiev, à la Banque de commerce privée de Kiev; à Rostow-sur-le-Don et à Taganrog, à la Banque de commerce d'Azow-Don.

Observation. Tous les coupons, à partir de l'époque jusqu'à laquelle

courent les intérêts, doivent être intacts sur les lettres de gage présentées

en remboursement; sinon la valeur de ceux qui manqueront sera

déduite de la somme à rembourser sur les lettres de gage. 335

Feuilles de gage de la 1<sup>re</sup> série, sorties en tirage, mais

dont le remboursement n'a pas été exigé:

Sur terres pour 43 années et demie à 100 roubles:

42091, 42092, 42093, 42094, 42095, 42096, 42097, 42098, 42099 et 42100

Sur immeubles dans les villes pour 18 années et 7 mois

à 100 roubles.

1505 1511 1810 1816 1822 1828 1834 1840 1846 6031

606 612 811 817 823 829 835 841 847 032

607 1806 812 818 824 830 836 842 848 033

608 807 813 819 825 831 837 843 849 034

609 808 814 820 826 832 838 844 850 035

610 809 821 827 833 839 845 6030

**LE MAGASIN**

**CATHERINE SALEMANN**

fournisseur de la Cour Impériale

a l'honneur de recommander au public son grand choix de broderies pour civils et militaires. Uniformes et trames de Cour.

Perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaya, n° 52.

On prie de faire attention à l'adresse, la maison n'ayant qu'un seul magasin. 343

# BILAN

## DE LA

### BANQUE FONCIÈRE DE KIEW

au 1<sup>er</sup> janvier 1873

ACTIF.	r. c.
Compte-courant auprès des banques.	87,781 06
correspondants.	430,936 46
Fonds publics.	80,366 86
Valeurs à intérêts déposées à la Banque.	159,025 60
Avances:	
a) pour 43 ans et demi.	1,477,000
b) pour 18 ans et 7 mois.	118,000
c) à court terme.	1,595,000
Dépenses diverses.	27,000
Dépenses de fondation et d'administration.	2,157 55
Dépenses faites pour le compte des emprunteurs.	18,003 29
Coupons payés sur les lettres de gage de 43 1/2 années.	6 36
	150
	2,400,427 18
PASSIF.	r. c.
Capital de fondation de la Banque.	450,000
Lettres de gage en circulation:	
a) pour 43 ans et demi.	1,477,000
b) pour 18 ans et 7 mois.	118,000
Fonds d'amortissement pour le paiement des lettres de gage sorties au tirage:	
a) pour 43 ans et demi.	7,080 15
b) pour 18 ans et 7 mois.	3,518 93
Fonds des intérêts pour le paiement des coupons courants sur les lettres de gage:	
a) pour 43 ans et demi.	84,944 51
b) pour 18 ans et 7 mois.	6,885 07
Capital de réserve, dividende, etc.	91,829 58
Fonds pour les frais d'estimation, etc.	34,446 78
Intérêts sur les avances à court terme.	16,220
Sommes transitoires.	1,215
	201,116 74
	2,400,427 18

# LA BANQUE FONCIÈRE

## DE

### KHARKOW

fait des avances: 1<sup>re</sup> sur hypothèque des terres situées dans les gouvernements de Kharkow, de Koursk, de Voronège, de Catherinoslaw, de Poltava, d'Orel et du territoire des Cosaques du Don; 2<sup>e</sup> sur hypothèque des biens immeubles dans les villes de Kharkow, Koursk, Orel, Voronège, Novotcherkask, Rostow sur le Don, Taganrog, Catherinoslaw, Poltava, Krémentchoug, Bielgorod, Soumy et le bourg Krioukoff.

Les personnes auxquelles sont faites des avances ne prennent sur elles aucun engagement mutuel, et ne répondent en rien de tout ce qui concerne l'administration des affaires de la Banque.

La Banque fait des avances, conformément au désir des emprunteurs, en lettres de gage, dont la valeur est déterminée en roubles de crédit ou en roubles métalliques.

Les avances se font dans la proportion de 60 0/0 de la valeur d'estimation des biens.

L'estimation est normale et spéciale. Les personnes ayant reçu des avances peuvent recevoir en outre une avance supplémentaire d'après l'estimation spéciale.

Les biens immeubles dans les villes sont estimés d'après leur valeur intrinsèque et leur rapport.

Les avances se font sur hypothèque de biens dont la valeur d'estimation est au moins de 500 roubles.

Les avances sont délivrées aux termes suivants: Sur hypothèque de terres, pour 43 années et demie et 48 années et 8 mois; sur hypothèque d'immeubles dans les villes, pour 18 années, 7 mois et 19 années 11 mois.

Les personnes auxquelles sont délivrées des avances remboursent tous les six mois, sur le prix nominal des lettres de gage qui leur reviennent: 1<sup>er</sup> sur les avances faites pour 43 1/2 années et 18 années et 7 mois, — 3 0/0 d'intérêts; pour celles faites pour 48 années et 8 mois et pour 19 années et 11 mois, — 2 1/2 0/0 d'intérêts et 1/2 0/0 à l'effet de former le capital de réserve de la Banque, ainsi que le dividende des actionnaires et pour faire face aux dépenses d'administration de la Banque, et 2<sup>e</sup> 1/4 0/0 pour l'amortissement des avances délivrées pour 43 1/2 années et 48 années et 8 mois, et 1 1/2 0/0 pour l'amortissement des avances faites pour 18 années et 7 mois et pour 19 années et 11 mois.

Ces paiements doivent être effectués d'avance pour chaque semestre, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre.

Les avances sont faites par la Banque:

1<sup>re</sup> En lettres de gage ou

2<sup>e</sup> En argent comptant.

Dans le dernier cas, la Banque prend sur elle le soin de la vente des lettres de gage au prix existant à la Bourse, en se réservant un droit de commission de 1/4 0/0.

Les avances peuvent aussi être délivrées partie en argent comptant et partie en lettres de gage.

En guise de rémunération pour les frais occasionnés par l'estimation des biens et par la fabrication des lettres de gage, on prélève une fois pour toutes 1 0/0 de toute la somme de l'emprunt.

Les emprunteurs effectuent tous les paiements à terme qu'ils ont à faire à la Banque avec la même espèce d'argent que celle qui figure sur les lettres de gage qui leur ont été délivrées comme prêt.

L'emprunteur peut rembourser sa dette avant le terme, par des versements en lettres de gage ou en argent comptant. Dans le premier cas, la Banque accepte les lettres de gage à leur valeur nominale.

Dans le second cas, la Banque perçoit, outre la somme du capital, les intérêts jusqu'au plus prochain tirage à venir, jour où les lettres de gage de cette dette doivent être amorties.

Le réengagement d'un bien avec renouvellement de l'avance n'est autorisé qu'après l'amortissement de la 5<sup>e</sup> partie de la dette dont il est déjà grevé.

Par la mise en gage d'un bien on se trouve dans la possibilité de rembourser des dettes privées et aussi celles que l'on peut avoir dans les établissements de crédit de l'Etat. La Banque foncière entre en communication avec le ministère des finances pour le transfert de celles-ci.

Les formulaires des demandes et des listes d'estimation, ainsi les instructions d'après lesquelles on procède à l'estimation des biens, sont envoyées et distribuées gratis par la Banque.

Agents de